

Public Disclosure Authorized

# ALGÉRIE



# RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Investir dans les  
données pour  
une croissance  
diversifiée

Printemps  
2024



LA BANQUE MONDIALE  
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE  
Moyen-Orient et Afrique du Nord



# Rapport de suivi de la situation économique en Algérie

Investir dans les données pour  
une croissance diversifiée

Printemps 2024



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2024 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale  
1818 H Street NW  
Washington, DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

### **Droits et autorisations**

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

Photos de couverture utilisées avec la permission de [pixinoo/Shutterstock.com](https://www.shutterstock.com) (haut), [ambient\\_pix/Shutterstock.com](https://www.shutterstock.com) (centre gauche), [Lee Yiu Tung/Shutterstock.com](https://www.shutterstock.com) (centre droite), et [Eviart/Shutterstock.com](https://www.shutterstock.com) (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

# TABLE DES MATIÈRES

Liste des acronymes .....	v
Remerciements.....	vii
Résumé analytique .....	ix
Executive summary .....	xi
ملخص تنفيذي .....	xiii
<b>Chapitre 1 : Développements économiques récents .....</b>	<b>1</b>
La croissance en dehors des industries extractives est restée robuste en 2023 .....	1
La production des industries extractives a augmenté en 2023, malgré la baisse de la production pétrolière .....	4
L'excédent du compte courant s'est réduit, mais l'accumulation des réserves s'est poursuivie .....	5
Le déficit budgétaire s'est creusé, et la dette publique a augmenté .....	7
Avec la baisse des prix des aliments frais, l'inflation a commencé à ralentir à la fin 2023.....	8
<b>Chapitre 2 : Perspectives et risques .....</b>	<b>11</b>
La croissance du PIB resterait vigoureuse, malgré la réduction des quotas de l'OPEP et une production agricole limitée .....	11
Les soldes extérieurs et budgétaires seront de nouveau sous pression .....	13
Les prix des hydrocarbures dans un contexte d'incertitude géopolitique posent des risques importants .....	14
<b>Annexe 1 : Dernières sections spéciales des notes de suivi de l'économie algérienne .....</b>	<b>19</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>23</b>

## Liste des figures

Figure 1	La croissance dynamique a été soutenue par une accélération de l'investissement, accompagnée d'une forte hausse des importations.....	2
Figure 2	... et a stimulé les industries non-extractives et les services .....	2
Figure 3	Évolution de l'éclairage nocturne en 2023.....	3
Figure 4	Les données d'éclairage nocturne suggèrent un ralentissement de l'activité hors hydrocarbures au T1-2024.....	3
Figure 5	L'augmentation de la production et des exportations de gaz naturel ont compensé la baisse de la production de pétrole .....	5
Figure 6	... et les prix à l'exportation des hydrocarbures sont restés élevés, malgré la baisse des prix du gaz naturel.....	5
Figure 7	Le compte courant s'est rétréci à mesure que les prix à l'exportation ont baissé et que les importations ont augmenté.....	6
Figure 8	... même si les prix à l'importation ont baissé pour la plupart des produits .....	6
Figure 9	Le volume des exportations a diminué au S2-2023, mais est resté supérieur aux niveaux d'avant la pandémie.....	7
Figure 10	... tandis que les importations ont augmenté, notamment celles de véhicules .....	7
Figure 11	L'augmentation des dépenses a dépassé celle des recettes, creusant le déficit budgétaire.....	8
Figure 12	... et le ratio de la dette publique a augmenté, tout comme l'épargne pétrolière.....	8
Figure 13	L'inflation s'est atténuée, car les prix des aliments frais ont commencé à baisser au T2-2023.....	9
Figure 14	... tandis que la croissance de la masse monétaire s'est modérée et que le crédit au secteur privé s'est accéléré .....	9
Figure 15	Au cours de la campagne agricole 2023-24, les précipitations se sont améliorées dans l'Est mais se sont détériorées dans l'Ouest.....	12
Figure 16	... et les mesures de croissance des cultures ont suivi l'évolution des précipitations .....	12
Figure 17	Après une forte hausse entre 2021 et 2024, la loi de finances 2024 prévoit une stabilisation des dépenses .....	13
Figure 18	Le ralentissement de la croissance a suivi l'investissement, notamment public, et s'est accompagné d'une baisse de la productivité.....	15
Figure 19	L'investissement public est aujourd'hui plus restreint et la marge de manœuvre pour l'augmenter est limitée, d'où l'importance d'accélérer l'investissement privé .....	15

## Liste des encadrés

Encadré 1	Suivi en temps réel de l'évolution économique en Algérie à l'aide de sources de données alternatives.....	3
Encadré 2	Tendances des exportations et des importations au T1-2024.....	6
Encadré 3	Premiers indicateurs satellitaires de la production agricole pour 2024 .....	12
Encadré 4	La loi de finances 2024.....	13
Encadré 5	La pandémie a accéléré l'importance de passer à un modèle de croissance tiré par l'investissement privé.....	15

# LISTE DES ACRONYMES

AIE	Agence d'information sur l'énergie	JODI	Initiative conjointe sur les données des organisations
AIS	Système d'identification automatique	MARS	Surveillance des ressources agricoles
	Comtrade des Nations Unies	Mb/j	Milliers de barils par jour
ASAP	Base de données d'anomalie de la production agricole	MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
BdA	Banque d'Algérie	MTEP	Million de tonnes équivalent pétrole
BM	Banque mondiale	NASA	Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace
BTU	Unité thermique britannique	OAIC	Office Interprofessionnel Algérien des Céréales
CITI	Classification internationale type, par industrie	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
DZD	Dinar algérien	ONS	Office national des statistiques
EPE	Entreprises publiques économiques	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
EPT	Espaces de programmation territoriale	PIB	Produit intérieur brut
EUR	Euro	Pp	Points de pourcentage
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PSR	Programme spécial de refinancement
FMI	Fonds monétaire international	TCEN	Taux de change effectif nominal
FRR	Fonds de régulation des recettes	TCER	Taux de change effectif réel
GNL	Gaz naturel liquéfié	TTF	Facilité de transfert de titres
GPL	Gaz de pétrole liquéfié	USD	Dollar des États-Unis
IDE	Investissements directs étrangers	ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine
IPC	Indice des prix à la consommation		
ISMMEE	Industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques		





# REMERCIEMENTS

**C**e rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie rend compte des principaux développements et politiques économiques récents. Il les replace dans un contexte global et à plus long terme et évalue les implications de ces évolutions pour les perspectives économiques de l'Algérie. Le rapport s'adresse à un large public, notamment les décideurs politiques, les chefs d'entreprise, les acteurs des marchés financiers et la communauté des analystes et des professionnels travaillant en et sur l'Algérie. Le rapport est divisé en deux chapitres. Le chapitre 1 présente les développements macroéconomiques récents de l'Algérie au cours de l'année 2023 et du premier trimestre 2024, tandis que le chapitre 2 décrit les perspectives à court et moyen terme de l'économie algérienne. **La date limite pour la saisie des données et la préparation des prévisions était le 10 mai 2024.**

Le rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie est un produit de la section Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) du pôle d'expertise global Macroéconomie, commerce et investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale. Il a été pré-

paré par Cyril Desponte, Amel Henider et Daniel Prinz sous la direction d'Éric Le Borgne et d'Abdoulaye Sy. Les auteurs tiennent à remercier Jesko Hentschel (Directeur pays pour le Maghreb et Malte) et Kamel Braham (Représentant résident pour l'Algérie) pour leurs précieux commentaires lors de l'examen de ce rapport. L'équipe de la Banque mondiale remercie tout particulièrement le Ministère des Finances de l'Algérie pour ses observations sur le contenu du rapport avant sa publication.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans le présent rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil d'administration de la Banque mondiale ou des pays qu'il représente. Pour plus d'informations sur la Banque mondiale et ses activités en Algérie, y compris des copies électroniques de cette publication, veuillez consulter le site <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria>. Pour toute question ou commentaire sur le contenu de cette publication, veuillez contacter Cyril Desponte ([cdesponte@worldbank.org](mailto:cdesponte@worldbank.org)) et Eric Le Borgne ([eleborgne@worldbank.org](mailto:eleborgne@worldbank.org)).



# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

**L**a croissance de l'Algérie a été robuste en 2023, et l'inflation a commencé à décélérer. La croissance du PIB s'est accélérée pour atteindre 4,1%, soutenue par celle du secteur des hydrocarbures, la production de gaz naturel ayant compensé les réductions successives des quotas de production de pétrole brut. La croissance du PIB hors industries extractives a atteint 3,7%, la croissance de l'investissement s'étant accélérée, soutenue par une reprise marquée de l'investissement public, et entraînant une hausse des importations. La consommation privée est restée dynamique, stimulée par la hausse des salaires dans le secteur public et stimulant les secteurs fournissant les ménages. L'inflation s'est maintenue à 9,3% en 2023 et a ralenti à 5,0% en glissement annuel au premier trimestre 2024, dans un contexte de baisse soutenue des prix des produits alimentaires frais, de dinar fort et de baisse des prix à l'importation.

**La chute des prix des hydrocarbures à la fin 2022 a réduit l'excédent du compte courant en 2023, creusé le déficit budgétaire, et le ratio dette publique/PIB a augmenté.** La chute des prix à l'exportation des hydrocarbures et des engrais et la forte augmentation des volumes d'importation ont entraîné une contraction rapide de l'excédent de la balance courante, mais les réserves ont continué d'augmenter, pour atteindre 16,1 mois d'importations à fin 2023. Les recettes des hydrocarbures dans le budget se sont néanmoins maintenues mais, compte tenu de la forte augmentation de la masse salariale

et des dépenses d'investissement, le déficit budgétaire global s'est creusé, pour atteindre 5,2% du PIB. Le déficit a été principalement financé hors du secteur bancaire, les émissions souveraines diminuant, l'épargne pétrolière augmentant à 8,2% du PIB et la dette publique augmentant légèrement, à 49,2% du PIB.

**La croissance devrait ralentir en 2024 dans un contexte de production pétrolière et agricole limitée, avant de se redresser en 2025.** Dans le scénario de référence, les réductions des quotas pétroliers resteraient en place et le PIB des hydrocarbures se contracterait légèrement en 2024. L'activité hors hydrocarbures resterait dynamique, tirée par l'investissement et la consommation privée, soutenue par une troisième hausse annuelle consécutive des salaires dans l'administration publique. D'après les premières données satellitaires sur la météo et le développement des cultures, la production agricole devrait rester modérée en 2024. La croissance globale du PIB atteindrait 2,9% en 2024 et repartirait à 3,7% en 2025 à mesure que la production pétrolière et la production agricole se redresseraient.

**Dans un contexte d'augmentation des importations et des dépenses publiques, la baisse des recettes d'hydrocarbures exercerait une pression accrue sur les équilibres extérieurs et budgétaires.** Dans le scénario de référence, les exportations d'hydrocarbures diminueraient et les importations augmenteraient, suivant le dynamisme de la demande intérieure, et ramenant la balance

du compte courant sous l'équilibre en 2024 avant de générer des déficits plus importants en 2025 et 2026. Dans le budget, la baisse des recettes d'hydrocarbures et une nouvelle vague d'augmentations des salaires et des transferts surcompenseraient le dynamisme des recettes fiscales et la modération des dépenses d'investissement. Le déficit budgétaire global augmenterait en 2024 avant de se stabiliser les deux années suivantes, résultant en une augmentation de la dette publique, qui dépasserait 55% du PIB d'ici 2026.

**La variabilité des prix des hydrocarbures reste le principal risque pour les équilibres macroéconomiques, les besoins de financement prévisionnels soulignant l'importance d'un rééquilibrage budgétaire progressif.** L'augmentation des importations et des dépenses publiques a creusé les déficits courants et budgétaires hors hydrocarbures, laissant les équilibres macroéconomiques plus exposés à la dynamique des prix mondiaux du pétrole, dans un environnement d'incertitude géopolitique accrue. Si les réserves de change restent confortables, les besoins attendus de financement budgétaire appellent des politiques de dépenses publiques prudentes et un rééquilibrage budgétaire progressif. Dans le même temps, la faiblesse des précipitations et la hausse des températures de ces dernières années, avec leurs effets sur la production agricole, l'inflation et les importations, soulignent la sensibilité de l'économie algérienne au changement climatique.

**Les efforts visant à encourager l'investissement du secteur privé et la diversification de l'économie devront être renforcés.** Les risques associés aux prix mondiaux des hydrocarbures soulignent l'importance de soutenir la diversification en accélérant les investissements du secteur privé et dans les secteurs hors-hydrocarbures. La loi rela-

tive à l'investissement de 2022, la loi monétaire et bancaire de 2023, l'adhésion formelle à l'Accord de libre-échange continental africain, la loi sur le foncier économique de 2023 et le lancement de réformes des banques publiques visent à stimuler l'investissement privé pour favoriser la diversification. Le renforcement de ces efforts, notamment en s'assurant que ces mesures contribuent effectivement à stimuler l'environnement des affaires, est d'autant plus important que l'investissement public, auparavant moteur de la croissance de l'Algérie, est de plus en plus limité par des dépenses courantes rigides et en expansion rapide.

**La poursuite de l'amélioration des systèmes de données soutiendrait l'investissement et l'élaboration des politiques publiques.** En 2023 et 2024, les efforts de numérisation dans l'administration algérienne ont été renforcés, tout comme certaines publications de la Banque d'Algérie et de l'ONS, avec notamment le premier rebasage du PIB. Les sources alternatives de données utilisées dans le présent rapport, telles les données satellites sur le développement des cultures ou l'éclairage nocturne, représentent un complément utile aux statistiques économiques et sociales usuelles. Néanmoins, l'amélioration de la disponibilité, de la granularité et de l'actualité des données économiques officielles, notamment en ce qui concerne l'activité, l'investissement et le marché du travail, reste de la plus haute importance. Des systèmes de données améliorés soutiendraient le passage vers une budgétisation axée sur les résultats et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Ils fourniraient également des données économiques précises et exhaustives aux chercheurs et analystes, aux investisseurs nationaux et internationaux potentiels, ce qui atténuerait l'incertitude économique et favoriserait l'investissement.



# EXECUTIVE SUMMARY

**A**lgeria's growth was robust in 2023, and inflation started to decelerate. GDP growth accelerated to 4.1 percent, supported by hydrocarbon sector growth, as natural gas production compensated for successive crude oil production quota cuts. Non-extractive GDP growth reached 3.7 percent as investment growth accelerated, supported by a marked recovery in public investment, and leading to a surge in imports. Private consumption remained dynamic, stimulated by growing public sector wages, and pulling sectors serving households. Inflation remained at 9.3 percent over 2023 but moderated to 5.0 percent year-on-year in the first quarter of 2024, amidst a sustained decline in fresh food prices, a strong dinar, and lower import prices.

**Falling hydrocarbon prices narrowed the current account surplus in 2023, while increasing the fiscal deficit and the public debt-to-GDP ratio.** The fall of hydrocarbon and fertilizer export prices and large increase in import volumes resulted in a rapidly narrowing current account surplus, although reserves continued to increase, to reach 16.1 months of imports at end-2023. Hydrocarbon revenues in the budget have nonetheless remained stable but given the sharp increase in the wage bill and capital expenditures, the overall budget deficit widened to 5.2% of GDP. The deficit was mainly financed outside the banking sector, with bond issuance declining, oil savings increasing to 8.2% of GDP, and public debt as a percentage of GDP increasing slightly to 49.2% of GDP.

**Growth is expected to slow in 2024 amidst subdued oil and agricultural output, before recovering in 2025.** In the baseline scenario, oil quota cuts would remain in place, and hydrocarbon GDP would contract slightly in 2024. Non-hydrocarbon activity would remain dynamic, driven by investment and private consumption, supported by a third consecutive annual wage increase. Based on early satellite weather and crop growth data, agricultural production is expected to remain subdued in 2024. Overall GDP growth would reach 2.9 percent in 2024 and pick up again to 3.7 percent in 2025 as oil production and agricultural output recover.

**Amidst higher imports and public spending, lower hydrocarbon revenues would put renewed pressure on external and fiscal balances.** In the baseline scenario, hydrocarbon exports decline and imports increase, tracking dynamic domestic demand, and causing the current account to turn slightly negative in 2024 before posting larger deficits in 2025 and 2026. In the budget, lower hydrocarbon revenues and another wave of wage and transfer increases would offset robust tax revenues and consolidation of capital expenditures. The overall budget deficit would increase in 2024 and stabilize in the next two years, resulting in growing public debt, which would pass 55 percent of GDP by 2026.

**The variability of hydrocarbon prices remains the main risk to macroeconomic balances, with projected financing needs highlighting the importance of a gradual fiscal rebalancing.**

Rising imports and public spending have deepened the non-hydrocarbon current account and budget deficits, leaving macroeconomic balances more exposed to global oil price dynamics, in an environment of heightened geopolitical uncertainty. While foreign exchange reserve remains adequate, projected fiscal financing needs call for prudent public spending policies and a gradual fiscal rebalancing. Meanwhile, subdued rainfall and higher temperatures in recent years, with their effect on agricultural production, inflation, and imports, underscore the vulnerability of the Algerian economy to climate change.

**Efforts to foster private sector investment and diversification should be strengthened.** The risks associated with global hydrocarbon prices point to the importance of supporting diversification by accelerating private sector investment in non-hydrocarbon sectors. The 2022 Investment Law, the 2023 Banking and Monetary Law, formal adhesion to the Africa Continental Free Trade Agreement, the 2023 Land Law and initiation of state-owned bank reforms are aimed at boosting private investment to foster diversification. Strengthening those efforts, in particular by ensuring that they contribute effectively to the

improvement of the business environment, is even more important now that public investment, previously the engine of Algeria's growth, is increasingly constrained by rigid and rapidly expanding current expenditures.

**Continuing to strengthen data systems would support investment and public policymaking.**

In 2023 and 2024, digitalization efforts accelerated, as did efforts from the Bank of Algeria and ONS to strengthen their publications, with notably the first GDP rebasing. The alternative data sources used in this report, such as satellite data on crop development or nighttime lights, represent a useful complement to conventional economic and social statistics. Yet, improving the availability, granularity, and timeliness of official economic data, most notably relating to activity, investment, and the labor market, remains of utmost importance. Enhanced data systems would support the authorities' pivot towards performance-based budgeting and support evidence-based policymaking. They would also provide accurate and exhaustive economic data to researchers and analysts, potential domestic and international investors, alleviating economic uncertainty and fostering investment.

## ملخص تنفيذي

محدوداً في عام 2024. ومن المتوقع أن يبلغ النمو الإجمالي للنتائج المحلي الإجمالي 2.9% في عام 2024، و يرتفع إلى 3.7% في عام 2025 مع تعافي إنتاج النفط و الإنتاج الزراعي.

في ظل زيادة الواردات و النفقات العمومية، سيؤدي انخفاض عائدات المحروقات إلى زيادة الضغط على التوازنات الخارجية و توازنات الميزانية العمومية. في السيناريو المرجعي، من المتوقع أن تنخفض صادرات المحروقات و ترتفع الواردات، بما يتماشى مع ديناميكية الطلب المحلي، ما يعيد الميزان التجاري إلى التوازن في عام 2024 قبل أن يولد عجزاً في الميزانية العمومية في عامي 2025 و 2026. انخفاض إيرادات المحروقات و موجة جديدة من زيادات في الأجور و التحويلات قد يعوضا بشكل كبير ديناميكية الإيرادات الجبائية و تباطؤ النفقات الاستثمارية، و من المتوقع أن يزداد عجز الميزانية في عام 2024 قبل أن يستقر خلال السنتين التاليتين، الأمر الذي سيؤدي إلى زيادة الدين العمومي بحيث يتوقع أن يتجاوز 55% من الناتج المحلي الإجمالي بحلول عام 2026.

و لا يزال تقلب أسعار المحروقات يمثل الخطر الرئيسي على توازنات الاقتصاد الكلي، حيث تشير متطلبات التمويل المتوقعة إلى أهمية إعادة التوازن التدريجي للميزانية. أدت الزيادة في الواردات و الإنفاق العمومي إلى اتساع عجز الحساب الجاري و عجز الميزانية العمومية خارج قطاع المحروقات، مما جعل أصداء الاقتصاد الكلي أكثر عرضة لديناميكيات أسعار النفط العالمية، في بيئة تتسم بقلّة الرؤية الجيوسياسية. و في حين أن احتياطات الصرف لا تزال مريحة، فإن احتياجات تمويل الميزانية تتطلب سياسات إنفاق عمومي حكيمة و إعادة التوازن التدريجي للميزانية. و في الوقت نفسه، تؤكد شح الأمطار و ارتفاع درجات الحرارة في السنوات الأخيرة، مع ما لهما من آثار على الإنتاج الزراعي و التضخم و الواردات، على حساسية الاقتصاد الجزائري لتغير المناخ.

ينبغي تكثيف الجهود الرامية إلى تشجيع استثمارات القطاع الخاص و التنويع الاقتصادي. تؤكد المخاطر المرتبطة بتقلب أسعار النفط و الغاز العالمية على أهمية دعم التنويع الاقتصادي من خلال تسريع استثمارات القطاع الخاص و الاستثمار في القطاعات خارج قطاع المحروقات و يهدف كل من قانوني الاستثمار لعام 2022، و البنوك و النقود لعام 2023، و الانضمام الرسمي إلى اتفاقية

ح ققت الجزائر نمواً قوياً في عام 2023، و بدأ التضخم في التباطؤ. ارتفع نمو الناتج المحلي الإجمالي بنسبة 4.1%، مدعوماً بنمو قطاع المحروقات، حيث عوض إنتاج الغاز الطبيعي التخفيضات المتكررة في حصص إنتاج النفط الخام. كما بلغ نمو الناتج المحلي الإجمالي خارج قطاع الصناعات الاستخراجية 3.7%، بسبب تسارع نمو الاستثمار و الانتعاش الملحوظ في الاستثمار العمومي، مما أدى إلى زيادة في الواردات. و ظل الاستهلاك الخاص ديناميكياً، مدفوعاً بزيادة الأجور في القطاع العمومي، الأمر الذي أدى إلى تحفيز القطاعات التي تزود الأسر بالسلع و الخدمات. من ناحية أخرى، ظل التضخم عند 9.3% في عام 2023 و تباطأ إلى 5.0% سنوياً في الربع الأول من عام 2024 بسبب تراجع أسعار المنتجات الزراعية الطازجة و قوة الدينار و انخفاض أسعار الواردات. أدى انخفاض سعر المحروقات في عام 2023 إلى تقليص فائض الحساب الجاري و زيادة عجز الميزانية العمومية و نسبة الدين العمومي إلى الناتج المحلي. أدى انخفاض أسعار تصدير المحروقات و الأسمدة و الزيادة الحادة في حجم الواردات إلى انكماش سريع لفائض الميزان التجاري، و لكن استمرت احتياطات الصرف في الارتفاع، لتصل إلى 16.1 شهراً من الواردات في نهاية عام 2023. ومع ذلك، ظلت إيرادات المحروقات في الميزانية العمومية ثابتة، لكن مع الزيادة الكبيرة في كتلة الأجور و الاستثمار العمومي، اتسع عجز الميزانية العمومية ليصل إلى 5.2% من الناتج المحلي الإجمالي. تم تمويل العجز بشكل أساسي من خارج القطاع البنكي، حيث انخفضت الإصدارات السيادية، مع زيادة الادخار النفطي إلى 8.2% من الناتج المحلي الإجمالي و ارتفاع طفيف في الدين العمومي إلى 49.2% من الناتج المحلي الإجمالي.

من المتوقع أن يتباطأ النمو في عام 2024 في ظل انخفاض الإنتاج النفطي و الزراعي، قبل أن يتحسن في عام 2025. في السيناريو المرجعي، من المتوقع أن تظل تقلصات حصص النفط سارية المفعول، و من المتوقع تراجع طفيف للناتج المحلي الإجمالي للمحروقات في عام 2024، في حين يتوقع أن يظل النشاط خارج قطاع المحروقات ديناميكياً، مدعوماً بالاستثمار و الاستهلاك الخاص بسبب زيادات أجور الموظفين للسنة الثالثة على التوالي. و وفقاً للبيانات الأولية الصادرة عن الأرقام الصناعية عن حالة الطقس و تطور المحاصيل الزراعية، من المتوقع أن يكون نمو الإنتاج الزراعي

إعادة تحديد أساس الناتج المحلي الإجمالي لأول مرة. تمثل مصادر البيانات البديلة المستخدمة في هذا التقرير، مثل بيانات الأقمار الصناعية، عن تطور الزراعات أو الإضاءة الليلية، أداة مكملية و مفيدة للإحصاءات الاقتصادية والاجتماعية المعتادة و التقليدية. مع ذلك، فإن تحسين توفر البيانات الاقتصادية الرسمية و دقة تفاصيلها و مدى توقيتها، لا سيما فيما يتعلق بنشاط الاقتصادي و الاستثمار و سوق العمل، يظل أمراً في غاية الأهمية. ستدعم أنظمة البيانات المحسنة التوجه نحو الميزانية القائمة على النتائج و صنع سياسات القائمة على البيانات. كما أنها ستوفر بيانات اقتصادية دقيقة و شاملة للباحثين و المحللين و المستثمرين المحليين و الدوليين، مما يحد من قلة الرؤية الاقتصادية و يشجع الاستثمار.

التجارة الحرة في القارة الأفريقية، و قانون الأراضي الاقتصادية لعام 2023، و إطلاق إصلاحات البنوك العمومية، إلى تحفيز الاستثمار الخاص لتعزيز التنويع الاقتصادي. و ينبغي تعزيز هذه الجهود، لا سيما من خلال ضمان مساهمة هذه التدابير بشكل فعال في تحفيز بيئة الأعمال، نظراً لأن الاستثمار العام، الذي كان في السابق محرك النمو في الجزائر، أصبح مقيداً بشكل أكبر بالنفقات الجارية الغير مرنة و المتزايدة بسرعة.

مواصلة تحسين أنظمة البيانات من شأنها أن تدعم الاستثمار و رسم السياسات العمومية. في عامي 2023 و 2024، تم تكثيف الجهود المبذولة لرقمنة الإدارة الجزائرية، و كذلك بعض المنشورات الصادرة عن بنك الجزائر و الديوان الوطني للإحصاءات، مما في ذلك





# DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

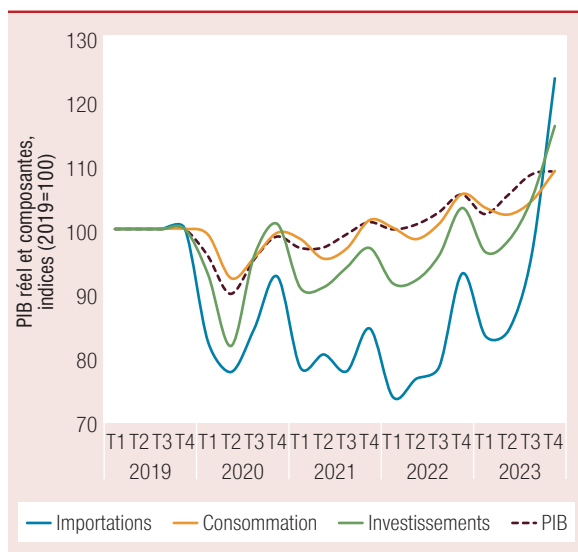
## La croissance en dehors des industries extractives est restée robuste en 2023

**La croissance du PIB non extractif a été robuste en 2023, soutenue par une forte accélération de l'investissement.** La croissance du PIB non extractif<sup>1</sup> a atteint 3,7% en 2023, avec une accélération modérée au cours de l'année. Ce dernier a été tiré par une solide croissance des investissements, passant de 5,3% en glissement annuel au premier trimestre à 12,3% en glissement annuel au quatrième trimestre, pour atteindre 8,4% en 2023, soutenus par une reprise marquée de l'investissement public, y compris dans plusieurs grands projets industriels. La croissance rapide de l'investissement a stimulé les importations, qui ont augmenté de 19,4% en 2023, tirées par les importations d'équipements et de véhicules. La consommation privée est restée dynamique (+3,8%), stimulée par une forte croissance des dépenses salariales publiques. Les données sur l'éclairage nocturne par satellite

suggèrent que la croissance dynamique de l'activité a été transrégionale, mais qu'elle a ralenti au T1-2024 (voir encadré 1). En 2023, le gouvernement a adopté plusieurs mesures pour favoriser la diversification économique et la croissance hors hydrocarbures, telles que la mise à disposition de terrains du domaine public pour des projets d'investissement privé à travers la loi portant sur le foncier économique et la mise en place d'un portail

<sup>1</sup> Les comptes nationaux remaniés présentent désormais les « industries extractives » mais pas l'ancien secteur des « hydrocarbures ». Les industries extractives reflètent désormais la classification internationale type des industries (CITI) et ne tiennent pas seulement compte des activités d'extraction du pétrole brut et du gaz naturel, mais incluent également les activités minières. Les activités de transformation des hydrocarbures (raffinage du pétrole, liquéfaction du gaz) sont désormais classées dans le « secteur manufacturier », tandis que certaines activités liées aux hydrocarbures ont été reclassées du secteur des hydrocarbures vers les sections CITI dédiées (par exemple, la construction, le transport).

**FIGURE 1 • La croissance dynamique a été soutenue par une accélération de l'investissement, accompagnée d'une forte hausse des importations**



Source : Office National des Statistiques (ONS). Les indices étant en base 100 en 2019, ces données comparent le niveau actuel des composantes du PIB réel à leur niveau du même trimestre en 2019.

« guichet unique » à l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI).<sup>2</sup>

**La croissance de l'industrie et des services est restée dynamique, tandis que la production agricole a ralenti.** L'augmentation des investissements s'est principalement traduite par une augmentation des importations, et les indicateurs de l'activité industrielle du secteur public suggèrent également une forte croissance dans les industries sidérurgique, métallurgique, mécanique, électrique et électronique (ISMMEE), en particulier les biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques, bien que la production manufacturière publique demeure en-deçà des niveaux d'avant la pandémie. Le dynamisme de la consommation a également stimulé les secteurs fournissant les ménages, notamment le commerce et l'hôtellerie. La croissance de la production agricole a ralenti en raison des sécheresses, avec des indices de végétation inférieurs à la normale dans certaines des principales régions productrices de l'ouest de l'Algérie (voir encadré 3). Les indicateurs standards

**FIGURE 2 • ... et a stimulé les industries non-extractives et les services**



Source : Office National des Statistiques (ONS). Les indices étant en base 100 en 2019, ces données comparent le niveau actuel des composantes du PIB réel à leur niveau du même trimestre en 2019.

du marché du travail n'ont pas été publiés depuis 2019, mais les estimations internationales suggèrent que les taux de chômage ont baissé pour revenir à leurs niveaux d'avant la pandémie.<sup>3</sup>

<sup>2</sup> La nouvelle loi sur le foncier économique, qui établit des lignes directrices pour l'attribution de terrains appartenant à l'État à des projets d'investissement dans le but de promouvoir l'investissement privé et de créer des emplois, a été adoptée en novembre 2023. La mise en œuvre du programme de concession foncière économique a débuté au T1-2024. 97 des 1 500 candidats se sont vu attribuer des parcelles par l'Agence algérienne de promotion des investissements à travers la nouvelle plateforme numérique. Les terres sont attribuées pour une durée de 33 ans avec possibilité de renouvellement.

<sup>3</sup> Les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT) suggèrent que le taux de chômage global est tombé à 12,3% en 2023 (-0,2 pp), que le taux de chômage des femmes est tombé à 21,5% (-0,3 pp) et que le taux de chômage des jeunes a baissé à 31,3% (-0,7 pp).

## ENCADRÉ 1 : SUIVI EN TEMPS RÉEL DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE À L'AIDE DE SOURCES DE DONNÉES ALTERNATIVES

**Les nouveaux développements de la recherche sur les mégadonnées permettent un suivi immédiat de l'évolution économique à des niveaux géographiques désagrégés.** Les données satellitaires sont disponibles avec un court décalage (moins d'un mois) et sont très désagrégées dans le temps et dans l'espace. En estimant la relation entre ces données alternatives et les comptes nationaux au cours des dernières années, ils peuvent aider à produire des estimations de production géographiquement désagrégées jusqu'au T1-2024.

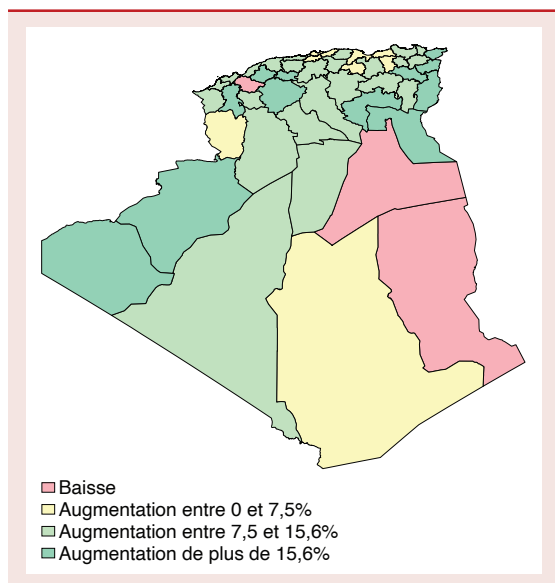
**Les données d'éclairage nocturne permettent d'estimer de manière fiable le PIB des hydrocarbures et hors hydrocarbures de l'Algérie.**

L'éclairage nocturne observé par satellite dans les zones d'extraction et de traitement du pétrole et du gaz sont un bon indicateur de la production des hydrocarbures.<sup>a</sup> L'éclairage issu des sites de torchage explique 94% des niveaux mensuels de production de pétrole brut et l'éclairage hors-torchage dans les wilayas productrices de gaz explique 69% des niveaux mensuels de production de gaz naturel. La relation entre l'éclairage nocturne dans les autres régions et le PIB hors hydrocarbures est encore plus forte, 93% de la variation du PIB réel hors hydrocarbures étant expliquée. À titre d'exemple, Desponts et Le Borgne (2023) estimaient à 3,6% la croissance du PIB en glissement annuel sur les neuf premiers mois de 2023; les données tout juste publiées par l'ONS l'établissent à 4,2%. L'éclairage nocturne suggère une forte croissance transrégionale hors hydrocarbures en 2023, mais une croissance plus faible dans les régions productrices d'hydrocarbures.

**Les données satellitaires sur la météo et la végétation peuvent être utilisées pour estimer la production agricole algérienne.** Les indices de végétation par différence normalisée (IVDN) observés par satellite pour les plus grandes régions productrices de cultures peuvent, à eux seuls, expliquer 51% du niveau du PIB agricole, avec des corrélations robustes pour les IVDN des plus grandes régions céréalières d'Algérie. En 2023, les mesures de la pluviométrie et de la croissance des cultures ont été inférieures à la moyenne dans les plus grandes régions productrices de cultures, en particulier les hauts plateaux de l'Ouest et de l'Est, ce qui suit la décélération de la croissance de la production agricole suggérée par les comptes nationaux (voir encadré 3).

**Les données sur les navires et leurs cargaisons à l'arrivée et au départ des ports algériens renseignent sur les importations et les exportations en temps opportun.** Les données de transport maritime incluent la taille du navire, son poids et la catégorie des produits transportés, en plus du port d'arrivée ou de départ. Le tonnage des navires peut être utilisé pour estimer le volume des importations et des exportations. (Voir encadré 2).

**FIGURE 3 • Évolution de l'éclairage nocturne en 2023**

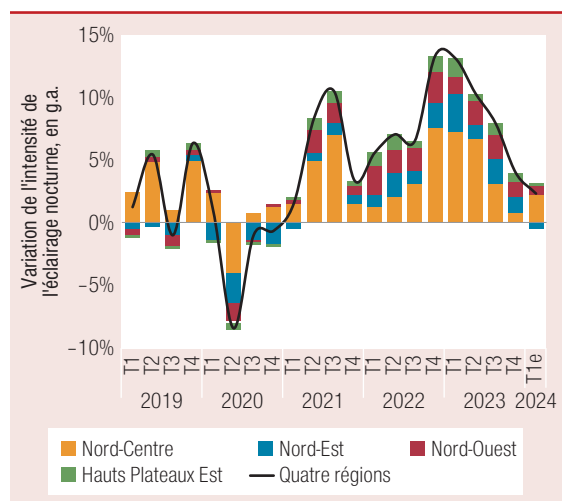


Source : Estimations de la Banque mondiale basées sur les données de l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA).

Note : La carte utilise l'ancien découpage administratif, à 48 wilayas.

<sup>a</sup> Cyril Desponts et Eric Le Borgne, « Que nous dit l'imagerie satellite sur l'économie algérienne ? » Blogue « Voix arabes » de la Banque mondiale.

**FIGURE 4 • Les données d'éclairage nocturne suggèrent un ralentissement de l'activité hors hydrocarbures au T1-2024**



Source : Estimations de la Banque mondiale basées sur les données de la NASA.

Note : Les régions correspondent aux Espaces de Programmation Territoriale (EPT).

## La production des industries extractives a augmenté en 2023, malgré la baisse de la production pétrolière

Dans un contexte de réductions successives des quotas de l'OPEP, la production de pétrole a diminué tout au long de l'année 2023, ce qui a réduit les exportations. L'Algérie a abaissé volontairement son quota de production de pétrole brut de 1055 mb/j en octobre 2022 à 1007 mb/j en novembre 2022 et à 959 mb/j en mai 2023. En conséquence, en 2023 la production de pétrole brut a été inférieure de 3,8% à celle de 2022 et de 7,4% en glissement annuel au S2-2023. Avec une nouvelle réduction à 908 mb/j mise en œuvre en janvier 2024 (-4,9%), la production est devenue inférieure de 13,2 % au pic d'octobre 2022. La baisse de la production dans un contexte d'augmentation de la consommation intérieure s'est traduite par une réduction notable des exportations de pétrole, tirée par le pétrole brut et les produits raffinés,<sup>4</sup> et seulement partiellement compensée par une augmentation significative des exportations de condensats et de gaz de pétrole liquéfié (GPL).<sup>5</sup> Bien que la production de pétrole brut et raffiné ait diminué depuis son pic de 2008, elle représente encore près de la moitié de la production d'hydrocarbures de l'Algérie.<sup>6</sup>

**La production de gaz naturel a atteint un sommet historique et la hausse des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) a compensé la baisse des exportations par gazoduc.** Après une forte hausse de la production en 2021 et une légère baisse en 2022 du fait notamment du deuxième hiver le plus doux jamais enregistré en Europe, la production de gaz naturel a augmenté de 6,1% en glissement annuel en 2023, soutenue par une croissance rapide de la production de nouveaux champs au cours du second semestre.<sup>7</sup> Malgré l'augmentation de la consommation intérieure dans un contexte de dynamisme industriel, les exportations de gaz naturel sont demeurées stables, et une plus grande part a été exportée sous forme de GNL, ce qui a compensé la baisse des exportations par pipeline. L'Italie, l'Espagne et la France sont restés les plus gros acheteurs de gaz algérien, les pays européens continuant de remplacer le gaz russe dans leur mix énergétique. Par conséquent, la production du secteur extractif a rebondi après une légère contraction en 2022, l'aug-

mentation de la production de gaz naturel ayant plus que compensé la baisse de la production de pétrole.

**Bien que le prix du gaz naturel algérien exporté ait baissé par rapport à son sommet de 2022, il demeure élevé et soutient les recettes d'exportation d'hydrocarbures, malgré la baisse des prix du pétrole.** Après avoir atteint un sommet au T2-2022, le prix de référence du pétrole algérien est passé de 103,8 USD en 2022 à 83,6 USD en 2023, malgré des prix plus élevés au S2-2023, ce qui a motivé des réductions successives des quotas pour soutenir les prix. Les prix du gaz naturel se sont découplés des prix du pétrole à la mi-2022 dans un contexte d'augmentation de la demande européenne avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de renégociation des contrats de livraison à long terme et de ventes supplémentaires sur les marchés au comptant. Ils ont atteint un pic au T4-2022 et ont diminué en 2023 mais restent bien au-dessus de leurs niveaux de 2021, tandis que le ratio entre les prix à l'exportation du gaz et les prix décalés du pétrole est désormais plus élevé qu'en 2019, ce qui suggère que les contrats d'approvisionnement en gaz de l'Europe génèrent désormais des prix à l'exportation plus élevés.<sup>8</sup> Les prix des engrais, principale exportation de l'Algérie hors hydrocarbures, ont également suivi les prix des hydrocarbures. La valeur des exportations d'hydrocarbures a ainsi diminué de 16,2%, la forte baisse des prix ayant surcompensé une augmentation de 4% des volumes exportés.<sup>9</sup>

<sup>4</sup> Les volumes d'exportation de pétrole brut au cours des neuf premiers mois de 2023 ont augmenté de 2,0 % en glissement annuel, mais il est attendu que les exportations du T4-2023 soient bien inférieures à leur valeur du T4-2022, ce qui engendrerait une baisse pour l'année. Pendant ce temps, les exportations de produits pétroliers raffinés ont diminué de 7,4%.

<sup>5</sup> Les exportations de condensats ont augmenté de 34,6% en glissement annuel et les exportations de GPL de 6,0 %.

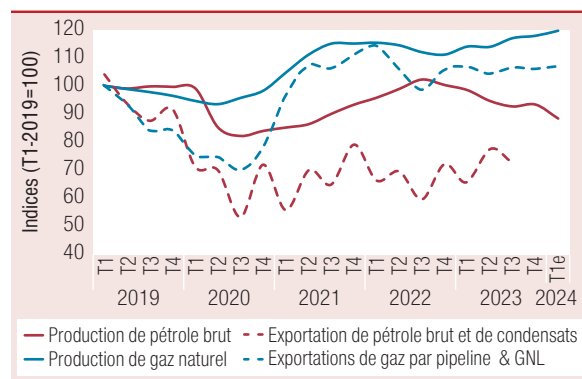
<sup>6</sup> En millions de tonnes équivalent pétrole (MTEP).

<sup>7</sup> APS, décembre 2023.

<sup>8</sup> Banque mondiale (Printemps 2022), démontrait que les prix du gaz étaient en partie arrimés au prix du pétrole, avec autour de 4 mois de décalage.

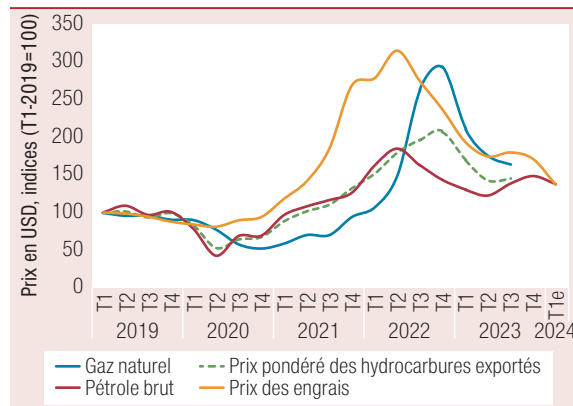
<sup>9</sup> Les données de la balance des paiements indiquent que les exportations d'hydrocarbures ont diminué de 59,6 milliards de dollars à 49,9 milliards de dollars.

**FIGURE 5** • L'augmentation de la production et des exportations de gaz naturel ont compensé la baisse de la production de pétrole ...



Source : Initiative conjointe sur les données des organisations (JODI), Banque d'Algérie (BdA), Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).  
 Note : Les données gazières sont présentées sous la forme d'une moyenne mobile sur quatre trimestres.

**FIGURE 6** • ... et les prix à l'exportation des hydrocarbures sont restés élevés, malgré la baisse des prix du gaz naturel



Source : (BdA), oilprice.com, BM pour le prix des engrais.  
 Note : L'indice pondéré des prix des hydrocarbures utilise les valeurs des exportations en dollars pour pondérer chaque type d'hydrocarbures.

## L'excédent du compte courant s'est réduit, mais l'accumulation des réserves s'est poursuivie

L'excédent du compte courant s'est considérablement réduit par rapport à son sommet de 2022, en raison de la baisse des prix à l'exportation. Après que le solde du compte courant a atteint un creux en 2020 en raison de la chute des prix du pétrole dans le contexte de récession mondiale induite par la pandémie, la flambée des prix du pétrole en 2021 a entraîné une forte réduction du déficit et, en 2022, le compte courant a enregistré un excédent de 19,5 milliards de dollars, soit 8,6 % du PIB, le premier en dix ans. En 2023, la baisse des prix à l'exportation des hydrocarbures, a contribué à une baisse de 14,9% des exportations de biens et de services. Conjuguée à une augmentation des volumes d'importation, celle-ci s'est traduite par une contraction rapide de l'excédent de la balance courante, qui s'est établi à 5,4 milliards de dollars, soit 2,3% du PIB. Les exportations hors hydrocarbures ont également contribué au rétrécissement de la balance courante, car une légère augmentation des volumes a été compensée par une baisse des prix, en particulier des engrais. Les réserves de change ont augmenté de 7,9 milliards de dollars en 2023 pour atteindre 68,9 milliards de dollars, soit environ 16,1 mois d'importations.

Les importations de biens et de services ont augmenté de 10,3 %, la hausse des volumes, tirée par les machines et le matériel de transport, ayant contrebalancé la baisse des prix. L'augmentation des volumes d'importation de machines a été alimentée par l'expansion des investissements, tandis que l'augmentation des volumes d'importation de voitures et d'articles manufacturés suggère une consommation dynamique dans un contexte d'assouplissement des contrôles à l'importation pour les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires.<sup>10</sup> Les importations alimentaires ont également augmenté dans un contexte de faibles précipitations et d'une production agricole atone, la Russie devenant le plus grand fournisseur de blé de l'Algérie, supplantant l'Union européenne.<sup>11</sup> Les prix à l'importation ont baissé dans toutes les catégories, y compris pour les produits alimentaires, ce qui a contribué à compenser la forte expansion des volumes d'importation.<sup>12</sup> Les données sur le transport maritime suggèrent

<sup>10</sup> Les concessionnaires de véhicules neufs, limités à la vente de voitures partiellement fabriquées localement depuis 2016, peuvent désormais importer des unités entièrement construites.

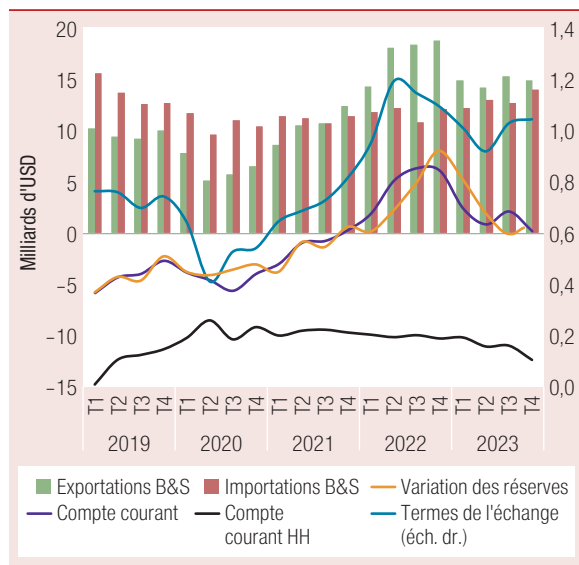
<sup>11</sup> Algérie Éco (février 2024).

<sup>12</sup> Le volume global des importations a augmenté de 16,1% en glissement annuel au cours des neuf premiers mois de 2023, tandis que l'indice des prix des importations a diminué de 12,1%.

que la croissance des importations s'est poursuivie au cours du T1-2024 (Encadré 2). Dans le même temps, un Conseil supérieur de régulation des importations a

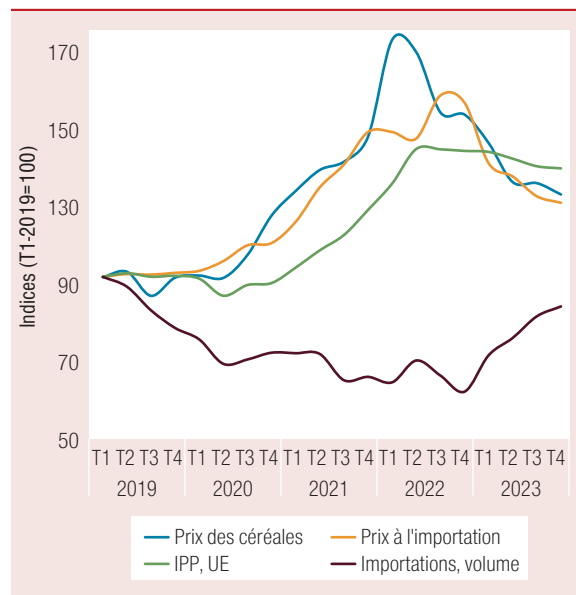
été créé pour réguler les importations, protéger la production nationale, améliorer les systèmes d'information et lutter contre les pratiques d'importation illégales.

**FIGURE 7 • Le compte courant s'est rétréci à mesure que les prix à l'exportation ont baissé et que les importations ont augmenté...**



Source : ONS, Fonds monétaire international (FMI) et estimations de la Banque mondiale. HH = Hors-hydrocarbures.

**FIGURE 8 • ... même si les prix à l'importation ont baissé pour la plupart des produits**



Source : ONS, FAO, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et estimations de la Banque mondiale. IPP = Indice des Prix à la Production.

## ENCADRÉ 2 : TENDANCES DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS AU T1-2024

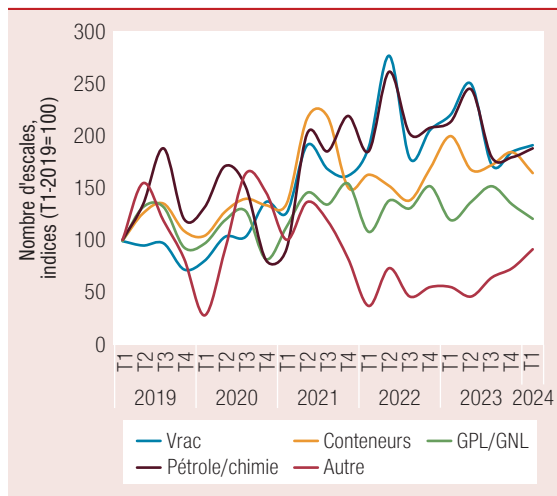
**Les données sur les navires et leurs cargaisons à destination et en provenance des ports algériens sont disponibles dans la base de données du Système d'identification automatique Comtrade des Nations Unies (AIS).** Les données incluent les dates d'arrivée et de départ des navires, des informations sur leur cargaison dans les grandes catégories (denrées alimentaires, véhicules, pétrole, gaz, etc.), la taille et le poids de leur cargaison. Bien qu'il ne soit pas possible de déterminer la valeur des importations et des exportations à partir de ces données, leur volume peut être approximé et utilisé pour produire des estimations des importations réelles des comptes nationaux.

**Les variables de tonnage de quelques catégories de navires entrant et sortant des ports algériens peuvent expliquer la majeure partie de la variation des flux commerciaux.** Les données sur les exportations de gaz par gazoduc et le tonnage des navires quittant les ports algériens dans les catégories vrac, conteneurs, gaz liquéfié et denrées alimentaires expliquent 74% des volumes d'exportation. D'autre part, le tonnage des navires arrivant dans les ports algériens dans les catégories vrac, conteneurs, véhicules et denrées alimentaires explique 82% des volumes d'importation.

**Les données sur le nombre de navires suggèrent que les exportations sont restées limitées au T1-2024, tandis que les importations sont restées élevées.** Le nombre total de navires sortants a diminué en 2023, les escales dans les catégories du vrac et du pétrole/produits chimiques ayant diminué (-2,7% et -4,7% en glissement annuel, respectivement), bien que les exportations de conteneurs et de GPL/GNL se soient accélérées (+16,3% et +2,6%), conformément aux données officielles. Au T1-2024, les exportations de vrac, de conteneurs et de pétrole/produits chimiques sont restées inférieures à celles de l'année précédente (-13,2%, -17,7% et -12,0% en glissement annuel, respectivement), tandis que les exportations de GPL/GNL étaient supérieures de 1,0% à leur niveau du T1-2023. Du côté des importations, le nombre d'escales a augmenté en 2023 pour les plus gros types de cargaisons (+3,1% pour le vrac, +0,3% pour les conteneurs), et le nombre de navires transportant des véhicules a doublé dans un contexte d'assouplissement ciblé des contrôles à l'importation. Au T1-2024, les importations sont restées élevées dans les catégories du vrac (+17,5% en glissement annuel) et des véhicules (+14,0%), bien qu'il y ait eu une baisse des arrivées de conteneurs (-0,8%).

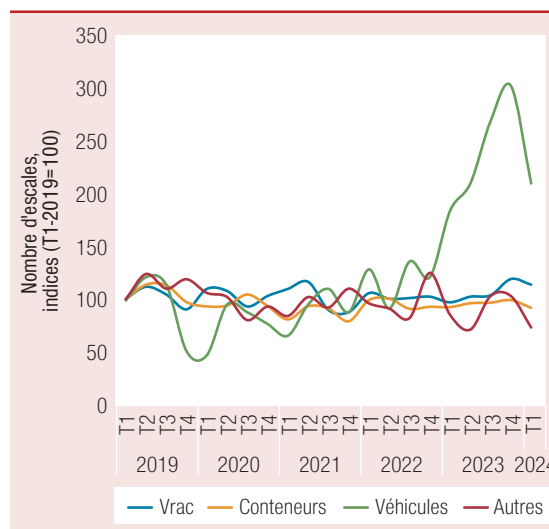
(suite à la page suivante)

**FIGURE 9** • Le volume des exportations a diminué au S2-2023, mais est resté supérieur aux niveaux d'avant la pandémie...



Source: Système d'identification automatique Comtrade des Nations Unies (AIS)

**FIGURE 10** • ... tandis que les importations ont augmenté, notamment celles de véhicules



Source: AIS.

## Le déficit budgétaire s'est creusé, et la dette publique a augmenté

**Le déficit budgétaire s'est creusé, sous l'effet de l'augmentation marquée des dépenses salariales et d'investissement.** En 2022, les recettes des hydrocarbures ont bondi et le déficit budgétaire s'est réduit à 3,0% du PIB, contre 6,3% en 2021, son niveau le plus bas depuis 2013. En 2023, malgré la forte baisse des prix des hydrocarbures et l'appréciation du dinar, les recettes d'hydrocarbures sont restées stables,<sup>13</sup> mais les dépenses ont considérablement augmenté (+18,4%). Le gouvernement a mis en œuvre la deuxième tranche d'un programme triennal d'augmentation des salaires (près de 50% en trois ans), augmenté les recrutements dans le secteur public et augmenté les dépenses en capital de manière considérable (+39,1%), bien qu'elles restent inférieures à ce qu'elles étaient avant la pandémie. Ces effets ont été partiellement compensés par l'augmentation marquée des recettes fiscales (+17,0%) en raison de l'augmentation de la masse salariale publique et de l'effet du dynamisme économique hors hydrocarbures sur les revenus des entreprises,

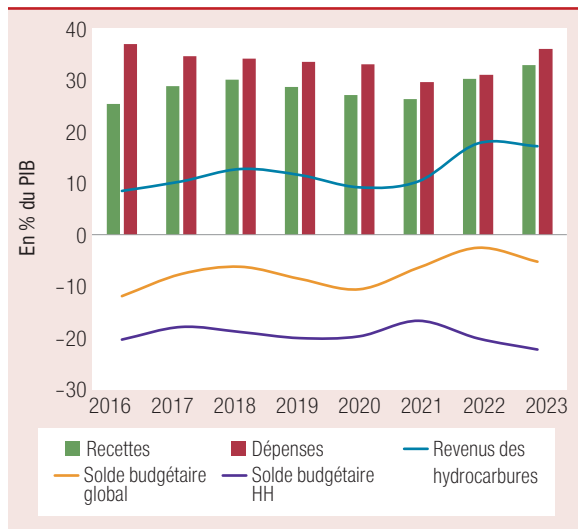
la consommation et les importations.<sup>14</sup> La hausse des dépenses a également été compensée par celle des dividendes des entreprises publiques, notamment de la Sonatrach, qui ont bondi pour atteindre 2,6% du PIB. Ainsi, le déficit budgétaire global a augmenté de 2,2pp, pour atteindre 5,2% du PIB, et le déficit hors hydrocarbures, de 4,3pp, pour atteindre 24,9% du PIB, les recettes hors hydrocarbures n'ayant pas compensé l'augmentation des dépenses.

**Le ratio dette publique/PIB a augmenté, tout comme l'épargne pétrolière, le gouvernement ayant recours au financement non-bancaire pour financer le déficit.** La dette publique a culminé à 55,1% du PIB en 2021 lorsque le gouvernement a mis en œuvre le programme de rachat de la dette des entreprises publiques, mais a diminué à 48,1% en 2022 lorsque le déficit s'est réduit et que le PIB nomi-

<sup>13</sup> Ainsi, 78% des recettes d'exportation des hydrocarbures ont alimenté le budget, contre 65% en 2022.

<sup>14</sup> Ainsi, les recettes des impôts directs ont augmenté de 25,0%, tirés par les recettes de l'impôt sur le revenu global et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, tandis que celles des impôts indirects ont été tirées par les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée.

**FIGURE 11** • L'augmentation des dépenses a dépassé celle des recettes creusant le déficit budgétaire...



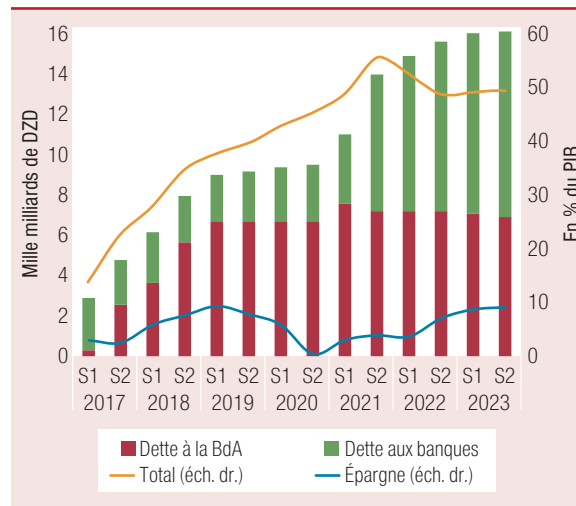
Source : Ministère des Finances (MdF), ONS et estimation de la Banque mondiale. HH = Hors-hydrocarbures.

nal a augmenté rapidement, tandis qu'une épargne importante a été accumulée dans le Fonds de régulation des recettes (FRR), atteignant 6,1% du PIB fin 2022. En 2023, le gouvernement a ralenti les émissions régulières de bons du Trésor, qui sont passées de 5,0% du PIB à 2,3%, et le déficit a été en bonne partie financé par le financement non bancaire.<sup>15</sup> Ce faisant, l'épargne pétrolière dans le FRR a continué d'augmenter, passant à 8,2% du PIB. Par conséquent, la dette publique n'a augmenté que de 3,9% en termes nominaux, passant de 48,1% du PIB à 49,2% du PIB pour 2023 et reste presque entièrement détenue sur le marché intérieur à des échéances à long terme et à des taux d'intérêt bas.<sup>16</sup>

### Avec la baisse des prix des aliments frais, l'inflation a commencé à ralentir à la fin 2023.

**L'inflation est restée élevée à 9,3% en 2023, mais les prix ont commencé à baisser tirés par les prix des fruits et légumes.** Les prix à la consommation ont commencé à augmenter rapidement en 2021 (+7,2%), l'inflation s'accroissant en 2022 (+9,3%) et maintenant le même niveau en 2023 (+9,3%). L'augmentation des

**FIGURE 12** • ... et le ratio de la dette publique a augmenté, tout comme l'épargne pétrolière.



Source : FMI et estimation de la Banque mondiale.

Note : Sur l'axe de droite, la dette publique est rapportée au PIB sur quatre trimestres glissants.

prix des produits alimentaires (+13,3%) et notamment des produits agricoles frais (+22,1%) a dépassé l'inflation générale en 2023, ce qui a plus touché les plus vulnérables, car l'alimentation représente plus de la moitié des dépenses des 40% les moins nantis de la population. Jusqu'à la mi-2022, l'inflation des produits alimentaires était principalement tirée par les catégories « fruits et légumes » (principalement produits localement) et « pain et céréales », dépendant des prix à l'importation, en hausse. En 2023, et malgré le resserrement des subventions aux produits céréaliers, l'appréciation du dinar et la baisse des prix à l'importation, l'inflation a été soutenue par la forte croissance des prix des viandes et poissons. Cependant, au premier trimestre 2024, elle a ralenti à 5,0% en glissement annuel, le plus bas niveau en trois ans, du fait de la forte baisse des prix des fruits et légumes frais<sup>17</sup> et du ralentissement des prix des

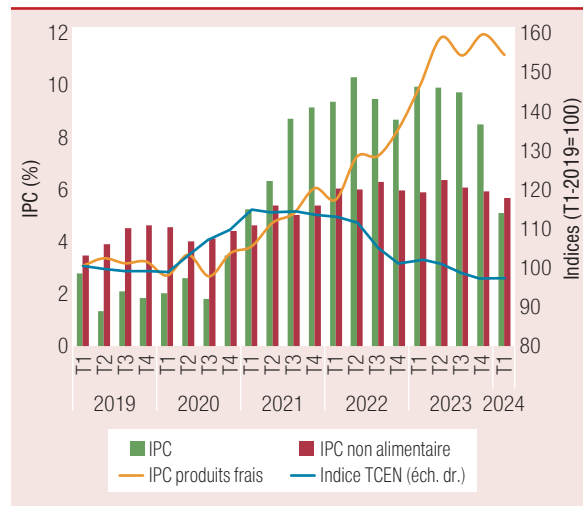
<sup>15</sup> Ce financement est classifié comme « divers ».

<sup>16</sup> En outre, une nouvelle règle budgétaire de la loi de finances 2024 stipule que les prélèvements sur le Fonds de régulation des recettes (FRR) ne doivent pas dépasser 11% du PIB par an.

<sup>17</sup> Après avoir augmenté de 61% entre janvier 2021 et août 2023, ils ont baissé de 17% avant mars 2024.



**FIGURE 13** • L'inflation s'est atténuée, car les prix des aliments frais ont commencé à baisser au T2-2023...



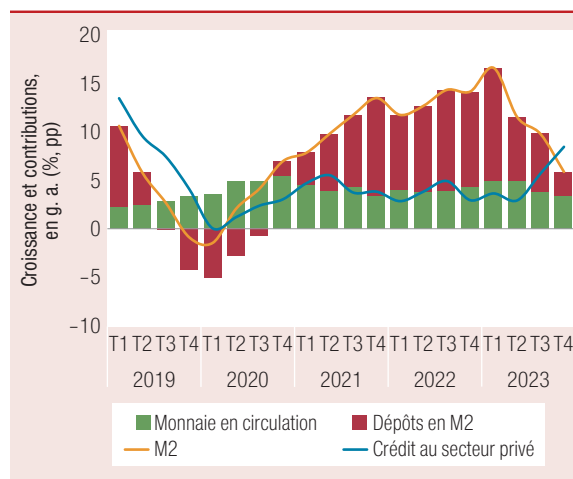
Source : ONS, FMI et estimation de la Banque mondiale. TCEN = Taux de change effectif nominal.

viandes, notamment à la suite de l'autorisation des importations de viande à la fin-2023.

**Les autorités ont continué de soutenir un taux de change stable en 2023 et au début de 2024.** Pour atténuer l'inflation importée, et après quatorze années consécutives de dépréciation, la Banque d'Algérie (BdA) a soutenu une appréciation de 6,6% par rapport au dollar américain entre juillet et décembre 2022. Depuis décembre 2022, la BdA a soutenu un taux de change officiel à peu près stable par rapport à l'euro et au dollar, tandis que le dinar s'est apprécié de 5,2% par rapport au yuan chinois,<sup>18</sup> ce qui a entraîné une appréciation du taux de change effectif nominal (pondéré par le poids des partenaires commerciaux de l'Algérie) et du taux de change effectif réel (également corrigé des différentiels d'inflation).

**La politique monétaire reste accommodante et le crédit au secteur privé s'est redressé au T4-2023, mais la croissance de la masse monétaire a tout de même continué de ralentir.** Les taux d'intérêt nominaux restent inchangés à 3% depuis mai 2020, ce qui signifie que les taux direc-

**FIGURE 14** • ... tandis que la croissance de la masse monétaire s'est modérée et que le crédit au secteur privé s'est accéléré



Source : FMI et estimation de la Banque mondiale.

teurs réels (corrégés de l'inflation) sont nettement négatifs. En avril 2023, la Banque d'Algérie a rétabli le taux des réserves obligatoires de 2 à 3%, revenant au niveau de la fin 2020, afin de réduire les pressions inflationnistes. Cependant, la croissance de la masse monétaire a décéléré chaque trimestre, atteignant 6,0% en glissement annuel au quatrième trimestre 2023, contre 14,5% un an plus tôt. Après une moyenne de 3,6% en 2021 et 2022, la croissance du crédit au secteur privé a atteint 7,3 % en glissement annuel au deuxième semestre 2023, soit la plus rapide en cinq ans. Conjuguée à l'augmentation simultanée des importations d'équipements et de véhicules, la forte croissance du crédit au secteur privé suggère le relâchement d'une consommation privée latente.

<sup>18</sup> En 2020-2021, l'Union européenne (UE) représentait 38% des importations algériennes, contre 18% pour la Chine. L'UE représentait 59% des exportations algériennes. Comme 90% des exportations sont constituées d'hydrocarbures, celles-ci sont néanmoins libellées en dollars.



# PERSPECTIVES ET RISQUES

## La croissance du PIB resterait vigoureuse, malgré la réduction des quotas de l'OPEP et une production agricole limitée

**La croissance devrait rester robuste en 2024, portée par le dynamisme continu du secteur hors hydrocarbures.** Dans le scénario de référence, la croissance globale devrait s'établir à 2,9%, soutenue par la croissance non extractive, projetée à 3,4%, tandis que le secteur extractif devrait se contracter de 0,5%.<sup>19</sup> La consommation privée resterait dynamique alors que les salaires et les transferts publics continueraient d'augmenter, ce qui stimulerait le secteur des services, en particulier dans les secteurs fournissant les ménages. La croissance de l'investissement ralentirait à mesure que les dépenses publiques d'investissement seraient consolidées, tel qu'anticipé dans le cadre budgétaire à moyen terme du gouvernement, ce qui serait partiellement compensé par le dynamisme de l'investissement privé. Cela entraînerait un ralentissement de la croissance de la production industrielle mais ralentirait également la croissance des importations. La contribution globale des exportations nettes resterait négative, la croissance des importations ralentissant

mais les exportations d'hydrocarbures se contractant également. D'après les premières données météorologiques et de croissance des cultures, la production agricole devrait rester limitée en 2024 (Encadré 3).

**La croissance repartirait à la hausse en 2025 et 2026 avec la reprise des quotas de production pétrolière et de la production agricole.** L'investissement et la production industrielle continueraient de ralentir quelque peu en 2025 et 2026 à mesure que la consolidation de l'investissement public se poursuivrait, même si l'investissement privé reste dynamique. Le secteur tertiaire resterait dynamique en 2025 et ralentirait légèrement avec la consommation privée en 2026. La production agricole devrait se redresser après les épisodes de sécheresse successifs, ce qui contribuerait à une croissance plus rapide en 2025. La production de gaz naturel augmenterait modérément, les nouveaux projets d'exploitation des gisements compensant le déclin des champs existants, et l'assouplissement des quotas de production de pétrole brut de l'OPEP

<sup>19</sup> Les données du T1-2024 affichent une hausse de près de 2% de la production primaire d'hydrocarbures, tirée par celle du gaz naturel et du GPL.

permettrait une reprise de la production de produits pétroliers. Les plans d'investissement substantiels de la Sonatrach visant à moderniser les opérations pétrolières et gazières en amont, à adopter des

innovations technologiques et à stimuler les industries pétrochimiques, y compris la production de plastiques et d'engrais, améliorent également les perspectives de croissance à moyen terme.

### ENCADRÉ 3 : PREMIERS INDICATEURS SATELLITAIRES DE LA PRODUCTION AGRICOLE POUR 2024

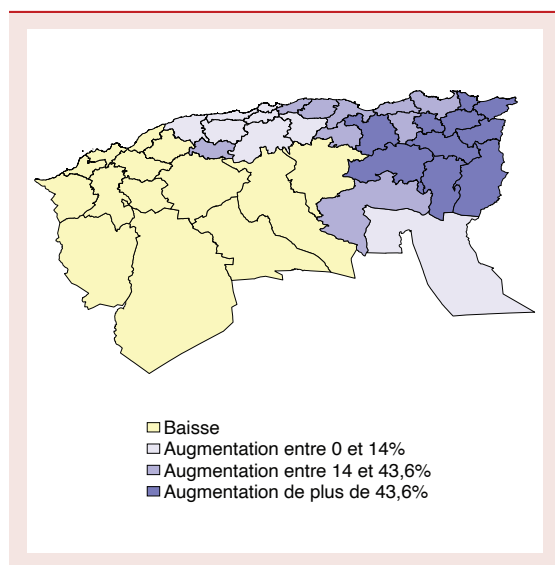
**Les données satellitaires de haute fréquence sur les précipitations, la température et la végétation peuvent être utilisées pour estimer la production agricole.** La base de données des anomalies de la production agricole (ASAP) contient des données sur les précipitations, l'adéquation en eau, la température, le rayonnement solaire, les mesures de la végétation et les alertes météorologiques pour chaque période de 10 jours entre 2000 et 2024 pour chaque wilaya, disponibles avec un délai de deux semaines. Des données officielles sur la production céréalière sont disponibles pour estimer le poids des wilayas dans la production.

**Les principales régions agricoles de l'Algérie se trouvent dans les zones semi-arides de l'ouest et de l'est, qui reçoivent moins de précipitations.** L'ouest semi-aride représente 47% de la production agricole, notamment dans les wilayas de Tiaret et de Sidi Bel Abbès. L'est semi-aride représente 15,2% de la production agricole nationale, en particulier les wilayas d'Oum El Bouaghi et de Batna. Pourtant, ces régions reçoivent moins de précipitations que la région côtière humide et semi-humide d'Alger à la frontière tunisienne, qui représente 34,8% de la production agricole.

**Les données satellitaires sur la météo et la végétation peuvent être utilisées pour estimer la production agricole algérienne.** Les indices de végétation par différence normalisée (IVDN) observés par satellite pour les plus grandes régions agricoles peuvent, à eux seuls, expliquer 51% du PIB agricole, avec des corrélations solides pour les IVDN des plus grandes wilayas productrices de céréales d'Algérie.

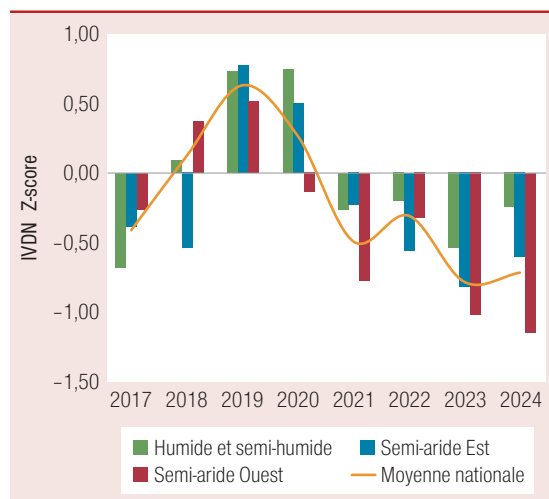
**Les données satellitaires sur le développement des cultures suggèrent que, malgré une reprise tardive dans le Nord-Est, la production agricole sera modérée en 2024.** Les précipitations du T4-2023 et du T1-2024 ont été plus faibles dans les wilayas de l'ouest qu'un an auparavant, qui était déjà une année caractérisée par une pluviométrie et un développement des cultures plus faibles. En ce qui concerne les précipitations, les mesures de développement des cultures ont été bien inférieures à la normale en 2021, 2023 et 2024, avec une certaine reprise en 2022, année de croissance rapide de la production agricole. Au cours de la saison des récoltes 2024, le développement des cultures s'est légèrement redressé dans les régions humides, semi-humides et semi-arides de l'Est par rapport à 2023, mais reste limité dans les régions semi-arides de l'Est.

**FIGURE 15** • Au cours de la campagne agricole 2023-24, les précipitations se sont améliorées dans l'Est mais se sont détériorées dans l'Ouest...



Source : Base de données des anomalies de la production agricole (ASAP).

**FIGURE 16** • ... et les mesures de croissance des cultures ont suivi l'évolution des précipitations



Source : ASAP.

Note : La saison des récoltes s'étend du 4e trimestre au 2e trimestre de l'année suivante. Les données pour 2024 concernent les T4-2023 et T1-2024. Le score IVDN est un indicateur de l'écart du développement des cultures par rapport à sa moyenne historique.

## ENCADRÉ 4 : LA LOI DE FINANCES 2024

**La loi de finances pour 2024 (LF 2024) révisé le déficit budgétaire à la hausse par rapport à la loi de finances rectificative pour 2023 (LFR2023), principalement en raison d'une augmentation des dépenses.** Les recettes augmentent de 2%, la hausse des recettes hors hydrocarbures (+10,3%) étant en grande partie compensée par la baisse des recettes d'hydrocarbures (-8,9%). Les dépenses augmentent de 3,9%, car une hausse des dépenses courantes (+12%) ne serait que partiellement compensée par une baisse de l'investissement (-7,5%).<sup>a</sup> En 2025 et 2026, le cadre budgétaire à moyen terme prévoit qu'une stabilisation des dépenses et une augmentation des recettes fiscales permettraient de réduire le déficit.

**L'augmentation substantielle des dépenses courantes est attribuable à l'augmentation de la masse salariale et aux provisions pour réaffectation budgétaire en cours d'exercice.** La masse salariale serait alourdie par la troisième des trois vagues prévues d'augmentations salariales et le retour des promotions au grade. Le ministère des Travaux publics recevrait 36% des nouvelles dépenses, pour financer des projets d'infrastructure<sup>b</sup>. Le ministère de l'Intérieur<sup>c</sup> et le ministère de l'Éducation recevraient respectivement 21% et 17% des nouvelles dépenses, car ils représentent une grande partie de la masse salariale, et pour financer les recrutements dans le secteur de l'éducation.

**La LF 2024 comprend plusieurs mesures fiscales pour soutenir l'activité économique.** Elle supprime la taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises (taxe sur l'activité professionnelle) et introduit des incitations fiscales pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures. Elle réduit également la taxe synthétique sur le chiffre d'affaires (Impôt Forfaitaire Unique, IFU) pour les travailleurs indépendants, afin de soutenir les petites entreprises. En outre, elle prévoit des exonérations fiscales pour les revenus provenant de la vente de bons du Trésor. Elle a également introduit une nouvelle règle budgétaire stipulant que les retraits du Fonds de régulation des recettes (FRR) ne doivent pas dépasser 11 % du PIB par an.

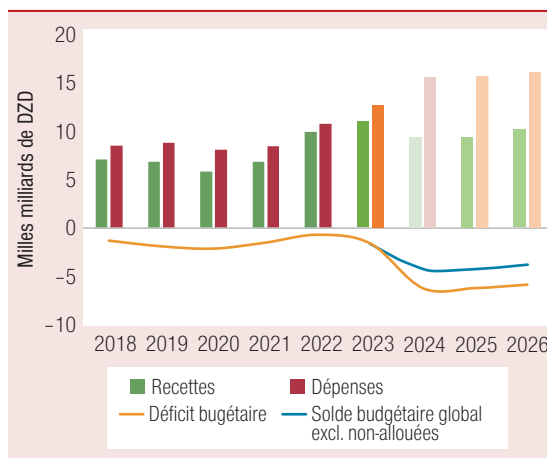
<sup>a</sup> Publié au journal officiel en décembre 2023. (JO 86).

<sup>b</sup> Les comparaisons d'une année sur l'autre par chapitre de dépenses sont empêchées par la nouvelle présentation des dépenses dans les budgets-programmes, qui combinent les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement. Les données se réfèrent à la part du secteur dans l'augmentation des dépenses relatives à la LFR2023.

<sup>c</sup> Développement de la production d'hydrogène vert et lancement du projet d'énergie solaire de 1 000 MW, ainsi que l'intégration des opérations liées au projet de phosphate intégré et à la ligne minière Béchar-Tindouf (Gara Djebilet) pour 185 milliards de dinars.

<sup>d</sup> En décembre 2023, plus de 320 000 bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) auront été intégrés dans des emplois permanents. (APS, 25 janvier 2024).

**FIGURE 17** • Après une forte hausse entre 2021 et 2024, la loi de finances 2024 prévoit une stabilisation des dépenses



Source : Mdf.

Note : Les données de 2018 à 2023 sont des réalisations, les données de 2024 à 2026 proviennent de la loi de finances 2024. Les dépenses « non-allouées » correspondent au titre 7 : « dépenses imprévues ».

## Les soldes extérieurs et budgétaires seront de nouveau sous pression

**Le compte courant devrait passer sous l'équilibre en 2024 et les réserves se stabiliser.** Dans le scénario de référence, les prix des hydrocarbures et les volumes d'exportation diminuent en 2024, tandis que les importations continuent de croître à un rythme décroissant, l'investissement et la consommation privés restant dynamiques, et la faiblesse de la production agricole maintenant la demande de céréales importées à un niveau élevé. Les exportations d'hydrocarbures se redresseraient en 2025 et se stabiliseraient en 2026,

mais les importations augmenteraient plus rapidement, creusant le déficit du compte courant. Les réserves de change se stabiliseraient et resteraient à un niveau confortable, avant de diminuer, passant d'un pic de 16,1 mois d'importations en 2023 à 8,4 mois d'importations d'ici 2026 dans le scénario de référence.

**Le déficit budgétaire augmenterait en 2024, avant un certain degré de consolidation budgétaire en 2025 et 2026.** Les recettes budgétaires d'hydrocarbures diminueraient encore, surcompensant l'augmentation des recettes fiscales. Du côté des dépenses, la hausse des dépenses courantes entraînée par la dernière vague d'augmentations

salariales contrasterait avec une consolidation des dépenses d'investissement, stabilisant les dépenses globales en 2024. En 2025 et 2026, la poursuite de l'assainissement des dépenses d'investissement entraînerait une légère diminution des dépenses. Avec la diminution de l'épargne pétrolière, l'augmentation continue du déficit se traduirait de plus en plus par une augmentation de la dette, qui dépasserait les 55% d'ici 2026. La structure de la dette souveraine de l'Algérie reste toutefois confortable, car elle est presque entièrement détenue et libellée sur le marché intérieur, à des échéances à long terme et à des taux d'intérêt réels négatifs. Ce dernier point implique cependant un transfert notable de ressources des épargnants nationaux vers l'État.

### Les prix des hydrocarbures dans un contexte d'incertitude géopolitique posent des risques importants

**Les prix des hydrocarbures restent le principal risque pesant sur les équilibres budgétaires et extérieurs, les besoins de financement prévisionnels soulignant l'importance d'un rééquilibrage budgétaire progressif.** Les prix du pétrole se sont stabilisés à 83,6 dollars en 2023 et les exportations d'hydrocarbures de l'Algérie sont restées stables tout au long de l'année. D'autre part, les importations se sont redressées, creusant le déficit de la balance courante hors hydrocarbures et rendant les soldes extérieurs plus sensibles aux variations des prix mondiaux du pétrole. De même, la forte augmentation des dépenses publiques en 2023 et 2024, concentrée sur des dépenses rigides telles que les salaires, a creusé le déficit budgétaire hors hydrocarbures et accru la sensibilité des soldes budgétaires aux prix mondiaux du pétrole. Par conséquent, ces prix représentent des risques importants, à la hausse comme à la baisse, pour les perspectives macroéconomiques algériennes, en particulier dans un environnement d'incertitude géopolitique accrue. Les évolutions du conflit au Moyen-Orient, des quotas de l'OPEP et de la demande mondiale en particulier pèsent sur les prix mondiaux du pétrole. Si les réserves de change de l'Algérie restent confortables, les besoins anticipés de financement budgétaire appellent des politiques

de dépenses publiques prudentes et un rééquilibrage budgétaire progressif.

**Comme il est peu probable que l'investissement public redevienne le moteur de la croissance économique, l'accélération des investissements du secteur privé hors hydrocarbures reste une priorité.** Les risques associés aux prix mondiaux des hydrocarbures soulignent l'importance de soutenir la diversification en accélérant les investissements du secteur privé dans les secteurs autres que les hydrocarbures et, parallèlement, de renforcer le cadre de politique macroéconomique en augmentant les sources d'exportation et les recettes budgétaires hors hydrocarbures. La loi régissant les hydrocarbures de 2019, la loi relative à l'investissement 2022, la loi monétaire et bancaire de 2023, l'adhésion formelle à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), la loi portant sur le foncier économique de 2023 et le lancement de réformes des banques publiques<sup>20</sup> visent tous à stimuler l'investissement et à améliorer la diversification. Le renforcement de ces efforts, notamment en s'assurant que ces mesures contribuent effectivement à stimuler l'environnement des affaires, est d'autant plus important que l'investissement public, auparavant moteur de la croissance de l'Algérie, est de plus en plus limité par des dépenses courantes rigides<sup>21</sup> et en expansion rapide. (Encadré 5).

**La poursuite de l'amélioration des systèmes de données soutiendrait l'investissement et l'élaboration des politiques.** Les sources alternatives de données utilisées dans le présent rapport, telles les données satellites sur le développement des cultures ou l'éclairage nocturne, représentent un complément utile aux statistiques économiques et sociales usuelles. En 2023 et 2024, les efforts de numérisation dans l'administration algérienne ont été renforcés, tout comme certaines publications de la Banque d'Algérie et de l'ONS, avec notamment le premier rebasage du PIB. Néanmoins, l'amélioration

<sup>20</sup> Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA), une grande banque publique, a ouvert 30% de son capital à la Bourse d'Alger. Le CPA est la cinquième société, et la première banque, à entrer à la Bourse d'Alger.

<sup>21</sup> Voir la mise à jour économique de l'Algérie, automne 2023, annexe 1.3.

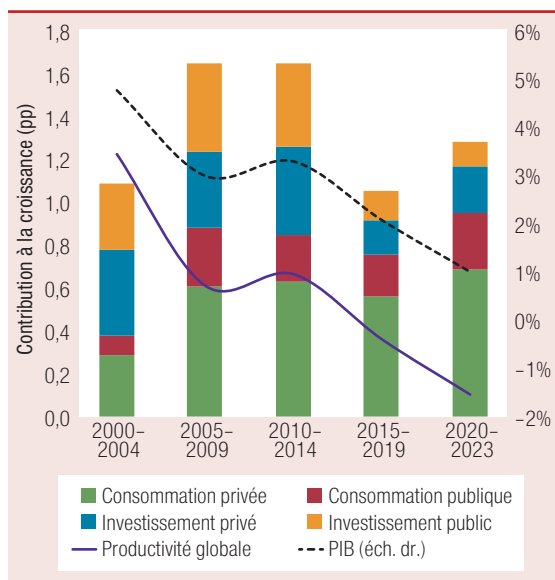
## ENCADRÉ 5 : LA PANDÉMIE A ACCÉLÉRÉ L'IMPORTANCE DE PASSER À UN MODÈLE DE CROISSANCE TIRÉ PAR L'INVESTISSEMENT PRIVÉ

**Depuis 2000, le modèle de croissance de l'Algérie repose principalement sur l'investissement public et les dépenses publiques courantes, largement financées par les recettes budgétaires des hydrocarbures.** Pour soutenir la reprise après la crise des années 1990, l'investissement public a bondi dans les années 2000 et est devenu le moteur de la croissance algérienne. Lorsqu'elle s'est stabilisée et que les dépenses courantes ont bondi après 2008, l'économie algérienne est passée d'une économie axée sur l'investissement à une économie axée sur la consommation privée. Lorsque le choc pétrolier est subvenu en 2015, la consolidation des dépenses publiques a affecté la consommation et l'investissement, et a entraîné un ralentissement de la croissance dans toutes les régions du pays.

**À mesure que la contribution de l'investissement à la croissance diminuait, la productivité globale diminuait également.** Depuis 2000, la productivité agricole a augmenté de moitié, la part des travailleurs employés dans ce secteur ayant diminué de moitié. Cela s'est d'abord traduit par une augmentation de l'emploi dans le secteur de la construction, avec des investissements publics massifs de l'État, puis par une augmentation de l'emploi dans les services, une fois que la croissance s'est appuyée sur la consommation privée. La productivité dans les secteurs d'accueil était comparable ou inférieure, tandis que la productivité du secteur industriel a diminué dans un contexte de stabilité de l'emploi mais de baisse de la valeur ajoutée, ce qui a entraîné une baisse de la productivité globale, alors que la consommation remplaçait l'investissement comme moteur de la croissance.

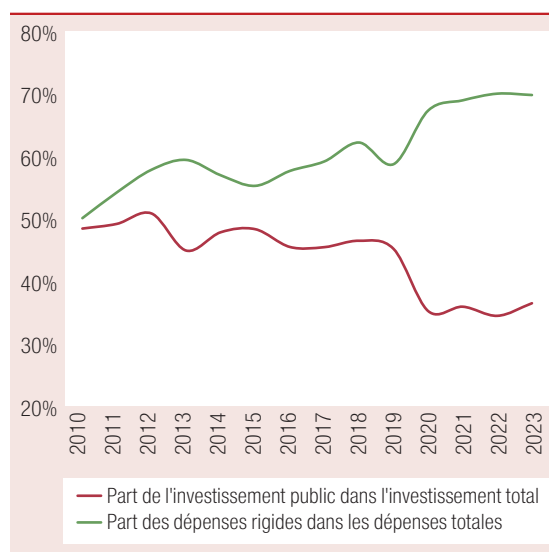
**Après la pandémie de COVID-19, la croissance et la productivité de l'Algérie devront davantage se reposer sur l'investissement privé et des réformes structurelles pour accélérer.** Alors que les prix des hydrocarbures ont chuté pendant la crise du COVID-19, les autorités ont partiellement gelé l'investissement public, qui a été divisé par deux en pourcentage du PIB entre 2019 et 2022, pour atteindre 6,5%. Dans le même temps, les dépenses publiques courantes ont augmenté de 2,4pp, pour atteindre 23,6% du PIB, en raison de l'augmentation des salaires et des transferts. En conséquence, la rigidité des dépenses publiques s'est nettement accrue, réduisant la marge d'augmentation de l'investissement public à l'appui de la reprise.

**FIGURE 18** • Le ralentissement de la croissance a suivi l'investissement, notamment public, et s'est accompagné d'une baisse de la productivité



Source : ONS, MdF, estimations des services de la Banque. Note : L'investissement public fait référence aux dépenses d'investissement de l'administration centrale. La productivité totale des facteurs est définie comme le résidu de Solow.

**FIGURE 19** • L'investissement public est aujourd'hui plus restreint et la marge de manœuvre pour l'augmenter est limitée, d'où l'importance d'accélérer l'investissement privé



Source : ONS, MdF, estimations des services de la Banque. Remarque : Les dépenses rigides font référence aux dépenses relatives aux salaires, aux paiements d'intérêts, aux pensions et l'assistance sociales.

de la disponibilité, de la granularité et de l'actualité des données économiques officielles, notamment en ce qui concerne l'activité, l'investissement et le marché du travail, reste de la plus haute importance. Des systèmes de données améliorés soutiendraient le passage vers une budgétisation axée sur les résultats et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. Cela fournirait également des données économiques précises et exhaustives aux chercheurs et analystes, aux investisseurs nationaux et internationaux potentiels, ce qui atténuerait l'incertitude économique et favoriserait l'investissement.

**Les récentes sécheresses et feux de forêt soulignent la sensibilité de l'Algérie et de la région au changement climatique.** Au cours de la dernière décennie, les températures historiquement élevées et les faibles précipitations ont ralenti la croissance de la production agricole, en particulier ces dernières années. Au-delà de ces impacts immédiats, les projections de température et de pré-

cipitations accompagnant le changement climatique suggèrent également que les niveaux de production pourraient diminuer de façon permanente et que la variabilité augmenterait, à mesure que les rendements et les surfaces cultivables diminueraient. Les risques liés au changement climatique vont au-delà de l'agriculture, comme l'ont démontré les récents feux de forêt. Ils englobent également l'accès à l'eau dans un contexte de précipitations plus faibles et plus variables et d'impacts potentiels sur la santé, soulignant l'importance des efforts visant à accroître l'offre – y compris via les investissements massifs en cours dans les stations de dessalement – et à renforcer la gestion de la demande. Les risques liés aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles peuvent être atténués par l'adaptation et le financement de la gestion des risques de catastrophe afin d'accroître la résilience humaine et économique et de protéger les progrès récents en matière de développement.



## TABLEAU DES INDICATEURS

	2020	2021	2022	2023e	2024f	2025f	2026f
<b>Production et prix</b>	(En pourcentage, sauf indication contraire)						
PIB réel	-5,0	3,8	3,6	4,1	2,9	3,7	3,2
Hors secteurs extractifs	-1,9	2,5	5,0	3,7	3,4	3,8	3,3
Secteurs extractifs	-20,9	19,8	-5,1	4,8	-0,5	3,3	2,4
PIB réel par habitant	-6,6	2,1	1,9	2,5	1,4	2,3	1,9
Indice des prix à la consommation (moyenne de la période)	2,4	7,2	9,3	9,3	7,5	6,4	6,1
PIB (en milliards de dollars)	164,9	186,3	225,6	239,9	256,7	265,8	275,4
PIB par habitant (USD)	3794,4	4216,3	5023,3	5260,2	5547,0	5665,0	5793,9
Production de pétrole brut (en milliers de barils par jour)	899,2	910,7	1020,0	973,1	920,0	994,0	1039,0
Production de gaz naturel (milliards de m3)	87,7	102,8	99,2	105,2	111,6	118,4	125,5
<b>Secteur extérieur</b>							
Compte courant	-11,3	-2,4	8,6	2,3	-1,5	-3,8	-5,3
Balance commerciale	-10,9	-1,3	9,9	3,0	-0,7	-3,0	-4,5
Exportations de biens et de services	15,1	22,5	30,6	24,5	21,9	21,0	20,3
Exportations d'hydrocarbures	12,1	18,3	26,4	20,8	18,5	17,7	17,1
Exportations hors hydrocarbures	3,0	4,2	4,2	3,7	3,4	3,3	3,2
Importations de biens et de services	26,0	23,8	20,7	21,5	22,6	24,0	24,9
Réserves officielles brutes (mois d'importations)	13,5	12,3	15,7	16,1	14,0	11,3	8,4
Taux de change (dinar algérien pour USD ; moyenne de la période)	126,8	135,1	142,0	135,8			
Prix à l'exportation du mélange Sahara (USD/baril)	42,1	72,7	103,8	83,6			
<b>Finances de l'administration centrale</b>							
Recettes	27,0	26,2	29,7	32,9	29,8	28,8	27,7
Revenus des hydrocarbures <sup>a</sup>	9,2	10,4	17,7	19,7	15,2	14,6	13,9
Revenus hors hydrocarbures	17,8	15,9	12,1	13,2	14,6	14,2	13,8
Dépenses	37,5	32,5	32,7	38,1	38,8	37,4	35,3
Dépenses courantes	24,0	21,8	24,9	27,7	28,3	27,3	25,6
Dépenses de capital	9,1	7,7	6,1	8,3	7,2	7,1	6,9
Solde des comptes spéciaux et interventions	4,5	3,0	1,7	2,1	1,5	1,6	1,6
Solde budgétaire global <sup>b</sup>	-10,5	-6,3	-3,0	-5,2	-9,0	-8,6	-7,6
Solde budgétaire global primaire	-9,7	-5,7	-1,8	-3,9	-7,7	-7,3	-6,2
Solde budgétaire global hors hydrocarbures	-19,7	-16,7	-20,6	-24,9	-23,7	-22,8	-21,1
Dette totale de l'administration centrale	45,8	55,2	48,1	49,2	51,2	53,9	55,5
Dette intérieure	45,1	54,5	47,6	48,9	50,9	53,7	55,4
Dette extérieure	0,7	0,6	0,4	0,4	0,3	0,2	0,1

<sup>a</sup> Comprend les dividendes de Sonatrach et les revenus des hydrocarbures reversés au fonds d'épargne pétrolière.

<sup>b</sup> Comprend le solde du compte spécial et les interventions du trésor.



# ANNEXE 1 : DERNIÈRES SECTIONS SPÉCIALES DES NOTES DE SUIVI DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

## **Automne 2023 : « Analyses des finances publiques de l'Algérie »**

Les finances publiques de l'Algérie ont été très réactives aux prix du pétrole et du gaz au cours des deux dernières décennies, leur chute entraînant des augmentations du déficit budgétaire. Après avoir enregistré un excédent budgétaire important entre 2000 et 2008, celui-ci s'est transformé en léger déficit budgétaire après la chute des prix du pétrole pendant la récession de 2009, déficit qui s'est creusé après l'effondrement des prix du pétrole en 2014–2015. Les fonds accumulés dans le Fonds de régulation des recettes ont été presque épuisés en 2017, ce qui a coïncidé avec une forte augmentation de la dette publique dans le cadre du programme de financement monétaire de 2017–2019, représentant 32% du PIB de 2019, et du programme spécial de refinancement de 2021–2022. En 2022, les niveaux de la dette publique ont diminué pour la première fois en dix ans, alors que les prix du pétrole et du gaz ont augmenté et que le déficit budgétaire s'est considérablement réduit.

## **Automne 2022 : « Estimer l'activité économique à partir des données d'éclairage nocturne »**

Les données sur l'éclairage nocturne sont un outil désormais couramment utilisé pour évaluer l'activité économique. Depuis 2012, les données satellitaires sont disponibles quotidiennement et sont accessibles au public sur le site du Groupe d'observation de la Terre. Pour l'Algérie, le lien empirique entre les données d'éclairage nocturne et l'activité économique est fort, autant pour la production pétrolière (géolocalisée par les sites de torchage de gaz), la production gazière, et l'activité hors-hydrocarbures. La forte corrélation entre l'éclairage nocturne et l'activité hors hydrocarbures permet de mobiliser ces données pour estimer le niveau récent de l'activité économique, et de produire des estimations spatialisées, en niveau et en dynamique de l'activité, utiles dans le cadre d'analyses de développement sectoriel ou local.

## **Automne 2022 : « Estimation des multiplicateurs de la dépense budgétaire en Algérie »**

La hausse marquée de la dépense publique en 2022 pose la question de ses effets sur l'activité économique. La propension de la dépense publique à soutenir l'activité économique et à générer de l'activité économique additionnelle est capturée par le multiplicateur de la dépense publique. Une analyse conduite sur les données trimestrielles algériennes depuis 2000 trouve un faible effet multiplicateur de la dépense publique algérienne sur le PIB, notamment causé par l'effet d'une hausse sur la dégradation de la balance commerciale, résultant de son impact sur les importations. L'effet d'entraînement de la dépense sur la consommation privée est observé mais il est limité, tandis que l'analyse trouve un effet plus marqué de la dépense publique sur le secteur de la construction et les services non-marchands semblent.

## **Printemps 2022 : « L'Algérie profite-t-elle de la montée des prix du gaz? »**

Les prix à l'exportation du prix du gaz naturel algérien suivent une dynamique distincte des prix de référence du gaz sur les marchés internationaux. Ainsi, si le prix de référence du gaz Henry Hub a gagné près de 50% entre le T2 et le T3-2021, le prix à l'exportation du gaz naturel algérien n'a augmenté que de 0,5% sur la même période. En effet, ces prix sont établis contractuellement, parfois sur le long-terme, et sur la base de négociations bilatérales avec les acheteurs. En outre, un exercice de modélisation économétrique permet d'établir que le prix à l'exportation du gaz naturel algérien est caractérisé par une forte inertie, ainsi qu'un arrimage retardé au prix du pétrole. Le modèle présenté permet d'expliquer 88% de la variation des prix du gaz naturel exporté.

## **Printemps 2022 : « L'impact des facteurs macroéconomiques sur l'inflation en Algérie »**

L'inflation est orientée à la hausse en 2021 et 2022, dans le monde comme en Algérie, mais les causes

sous-jacentes varient selon les pays. En Algérie, la hausse des prix qui a débuté en 2021 a été tirée par celle des produits alimentaires. En outre, une modélisation de l'indice des prix à la consommation depuis 2009 permet de déterminer que celui-ci est caractérisé par une forte inertie à court terme mais que la dépréciation du dinar, l'augmentation du prix des produits importés, la hausse de la dépense publique et la hausse de la monnaie en circulation expliquent plus de 40% de la variation de l'IPC après 2 ans. En outre, l'importance de ces facteurs varient selon les catégories de biens et services, reflétant notamment l'intensité de l'importation de ces produits et les caractéristiques du marché algérien tant au niveau de la production que de la distribution.

## **Automne 2021 : « Évolution de la pauvreté non monétaire et des inégalités en Algérie »**

L'indicateur de la pauvreté multidimensionnelle s'est amélioré en Algérie entre 2013 et 2019, traduisant des progrès dans toutes ses dimensions : éducation, santé et conditions de vie. Bien que l'Algérie affiche des résultats honorables dans la région MENA, et malgré des améliorations notables, la pauvreté multidimensionnelle varie considérablement selon les régions et entre les zones rurales et urbaines. Les régions du Nord-Centre et du Nord-Est sont confrontées à des niveaux de privation inférieurs à ceux du reste du pays, tandis que la région des Hauts Plateaux Centre est confrontée à un niveau de privation plus élevé. Les régions les plus vulnérables ont connu une amélioration plus rapide entre 2013 et 2019, montrant une convergence avec les régions plus riches. La santé et l'éducation sont devenues des dimensions plus importantes de la privation, soulignant les priorités politiques pour le développement humain de l'Algérie.

## **Automne 2021 : « Résilience de l'Algérie face aux risques climatiques et de catastrophe naturelle »**

Le territoire algérien est exposé à un éventail de risques climatiques et géologiques, notamment dans

les zones urbaines, qui affichent une croissance démographique rapide et concentrent une part importante de l'activité économique. Les inondations sont les catastrophes les plus fréquentes en Algérie, mais les pertes économiques les plus importantes ont été causées par les tremblements de terre. L'Algérie dispose d'un cadre juridique moderne de gestion des risques de catastrophe (GRC), un cadre clair de prise de décision en matière d'intervention d'urgence, et reconnaît l'importance de protéger les infrastructures stratégiques et les secteurs essentiels. De sérieux efforts de réduction des risques ont été menés, surtout dans la gestion des interventions d'urgence et la reconstruction, au détriment de la prévention. De plus, le partage de l'information n'est pas systématique, entraînant des incohérences, notamment dans la prévention des catastrophes, et l'application de la législation GRC peut être améliorée. Des efforts importants devraient encore être fournis pour la réduction et la gestion globale et intersectorielle des risques climatiques et de catastrophe.

### **Printemps 2021 : « Effets de la COVID-19 sur les inégalités dans la région MENA et en Algérie »**

Les résultats d'enquêtes menées dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) confirment que les individus les plus pauvres déclarent dans une plus grande proportion une détérioration de leurs conditions de vie depuis le début de la crise du COVID-19. Malgré l'absence de données récentes sur le bien-être des ménages en Algérie, les caractéristiques des individus vulnérables suggèrent que les inégalités y ont également augmenté. Ceux-ci sont plus à risque de contracter le COVID-19 ou de perdre leur emploi durant la pandémie, disposent dans de moindres proportions d'une protection sociale adéquate, et risquent d'être affectés disproportionnellement par les ajustements macroéconomiques et fiscaux en cours. Une reprise durable et inclusive nécessitera donc d'offrir aux plus vulnérables l'opportunité de récupérer ce qu'ils ont perdu.

### **Printemps 2021 : « Vers une réforme équitable du système de santé algérien »**

Les conséquences de la pandémie COVID-19 ont montré la nécessité d'une réforme équitable du système de santé algérien. Bien qu'officiellement le nombre de cas et de décès reste bas, la pandémie a mis en exergue les limites du système de santé. Un double fardeau de maladies transmissibles et non-transmissibles, ainsi que des moyens limités, suggèrent en effet un besoin de le renforcer. Bien que celui-ci bénéficie d'un soutien financier public important et nécessite relativement peu de dépenses individuelles, et bien que l'espérance de vie et la maîtrise des maladies non-transmissibles soient comparables aux pays pairs, les résultats en matière de santé restent en deçà de ceux des pays à revenu moyen-élevé, particulièrement en matière d'équité des conditions de santé de la mère et de l'enfant. Un besoin de moyens physiques et humains, et d'une meilleure répartition de la couverture santé, représentent des défis majeurs. Enfin, la baisse du financement public et de la capacité du système de santé présente des risques pour la résilience du système de santé.

### **Automne 2021 : « Résilience de l'Algérie face aux risques climatiques et de catastrophe naturelle »**

Le territoire algérien est exposé à un éventail de risques climatiques et géologiques, notamment dans les zones urbaines, qui affichent une croissance démographique rapide et concentrent une part importante de l'activité économique. Les inondations sont les catastrophes les plus fréquentes en Algérie, mais les pertes économiques les plus importantes ont été causées par les tremblements de terre. L'Algérie dispose d'un cadre juridique moderne de gestion des risques de catastrophe (GRC), un cadre clair de prise de décision en matière d'intervention d'urgence, et reconnaît l'importance de protéger les infrastructures stratégiques et les secteurs essentiels. De sérieux

efforts de réduction des risques ont été menés, surtout dans la gestion des interventions d'urgence et la reconstruction, au détriment de la prévention. De plus, le partage de l'information n'est pas systématique, entraînant des incohérences, notamment dans la prévention des catastrophes, et l'application de la législation GRC peut être améliorée. Des efforts importants devraient encore fournir pour la réduction et la gestion globale et intersectorielle des risques climatiques et de catastrophe.

### **Printemps 2021 : « Effets de la COVID-19 sur les inégalités dans la région MENA et en Algérie »**

Les résultats d'enquêtes menées dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) confirment que les individus les plus pauvres déclarent dans une plus grande proportion une détérioration de leurs conditions de vie depuis le début de la crise du COVID-19. Malgré l'absence de données récentes sur le bien-être des ménages en Algérie, les caractéristiques des individus vulnérables suggèrent que les inégalités y ont également augmenté. Ceux-ci sont plus à risque de contracter le COVID-19 ou de perdre leur emploi durant la pandémie, disposent dans de moindres proportions d'une protection sociale adéquate, et risquent d'être affectés optionnellement par les ajustements macroéconomiques et fiscaux en

cours. Une reprise durable et inclusive nécessitera donc d'offrir aux plus vulnérables l'opportunité de récupérer ce qu'ils ont perdu.

### **Printemps 2021 : « Vers une réforme équitable du système de santé algérien »**

Les conséquences de la pandémie COVID-19 ont montré la nécessité d'une réforme équitable du système de santé algérien. Bien qu'officiellement le nombre de cas et de décès reste bas, la pandémie a mis en exergue les limites du système de santé. Un double fardeau de maladies transmissibles et non-transmissibles, ainsi que des moyens limités, suggèrent en effet un besoin de le renforcer. Bien que celui-ci bénéficie d'un soutien financier public important et nécessite relativement peu de dépenses individuelles, et bien que l'espérance de vie et la maîtrise des maladies non-transmissibles soient comparables aux pays pairs, les résultats en matière de santé restent en deçà de ceux des pays à revenu moyen-élevé, particulièrement en matière d'équité des conditions de santé de la mère et de l'enfant. Un besoin de moyens physiques et humains, et d'une meilleure répartition de la couverture santé, représentent des défis majeurs. Enfin, la baisse du financement public et de la capacité du système de santé présente des risques pour la résilience du système de santé.

# BIBLIOGRAPHIE

## Algérie Presse Service

- “Intégration de plus de 320.000 bénéficiaires du DAIP dans les entreprises et les administrations publiques”. Janvier 2024  
<https://www.aps.dz/economie/165856-integration-de-plus-de-320-000-beneficiaires-du-daip-dans-les-entreprises-et-les-administrations-publiques>
- “Illizi: le champ gazier de Tinhert, un gisement aux larges perspectives économiques”. Février 2022  
<https://www.aps.dz/regions/136023-illizi-le-champ-gazier-de-tinhert-un-gisement-aux-larges-perspectives-economiques>
- “Sonatrach/Eni: mise en production de deux champs gaziers à Berkine”. Octobre 2022  
<https://www.aps.dz/economie/145893-sonatrach-eni-mise-en-production-de-deux-champs-gaziers-a-berkine>
- “Sonatrach: finalisation de la mise en production du champ gazier de Tinhert vers les unités d’Ohanet à Illizi”. Décembre 2022  
<https://www.aps.dz/economie/148634-sonatrach-finalisation-de-la-mise-en-production-du-champ-gazier-de-tinhert-vers-les-unites-d-ohanet-a-illizi>
- “Gaz: entrée en production de nouveaux champs avant la fin d’année, des prévisions de hausse de la production annuelle de 4 milliards m<sup>3</sup>”. Décembre 2022

<https://www.aps.dz/economie/163789-gaz-entree-en-production-de-nouveaux-champs-avant-la-fin-d-annee-des-previsions-de-hausse-de-la-production-annuelle-de-4-milliards-m3>

## Agence internationale de l’énergie

- Rapport de l’AIE sur le marché du gaz, T1-2024.  
<https://iea.blob.core.windows.net/assets/601bff14-5d9b-4fef-8ecc-d7b2e8e7449a/GasMarketReportQ12024.pdf>

## Banque d’Algérie

- “Bulletin statistique trimestriel”. Troisième trimestre 2023  
<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2024/02/Bulletin-n%C2%B064-francais.pdf>
- “Tendances monétaires et financières”. Neuf premiers mois 2023  
<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2024/02/Note-de-conjoncture-neuf-premiers-mois-2023.pdf>

## Banque mondiale

- Rapport de suivi de la situation économique en l’Algérie. “Poursuivre l’effort de diversification”. Automne 2023

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099520510252314260/pdf/IDU0008f010d06b2704f6e089d408448b4c37541.pdf>

- Rapport de suivi de la situation économique en l'Algérie. "Les vents demeurent favorables". Printemps 2023  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099615006202343365/pdf/IDU03415e79306e2004c710a5f9015828e4b5068.pdf>
- Rapport de suivi de la situation économique en l'Algérie. "Maintenir le cap de la transition". Automne 2022  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099521001042311492/pdf/IDU04c80cab60e1b5043f90af9105c50f444df02.pdf>
- Rapport de suivi de la situation économique en l'Algérie. "Renforcer la résilience en période de prospérité". Printemps 2022  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099703007292212973/pdf/IDU00bf8048202e6a044c6086e502ff3eb95dc37.pdf>
- Rapport de suivi de la situation économique en l'Algérie. "Redresser l'économie algérienne après la pandémie". Automne 2021  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/667961640162288726/pdf/Algeria-Economic-Monitor-Restoring-the-Algerian-Economy-after-the-Pandemic.pdf>
- Algérie Bulletin de Conjoncture. "Accélérer le rythme des réformes pour protéger l'économie algérien". Printemps 2021  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/275471626885829889/pdf/Algeria-Economic-Monitor-Accelerating-Reforms-to-Protect-the-Algerian-Economy.pdf>
- Algérie Note de Conjoncture. "Traverser la pandémie de COVID-19, engager les réformes structurelles." Automne 2020  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/574291609993434355/pdf/Algeria-Economic-Monitor.pdf>
- Cyril Desponts et Eric Le Borgne, "Que nous dit l'imagerie satellite sur l'économie algérienne ?" Blogue « Voix Arabes ».  
<https://blogs.worldbank.org/fr/arabvoices/what-does-satellite-imagery-tell-us-about-algerias-economy>

## Commission européenne

- Rapport trimestriel de la Commission européenne sur les marchés européens du gaz, 3e trimestre 2023.  
[https://energy.ec.europa.eu/document/download/64002c8c-5961-4ef2-a576-80ad135fbdde\\_en?filename=New\\_Quarterly\\_Report\\_on\\_European\\_Gas\\_Markets\\_Q3\\_2023.pdf](https://energy.ec.europa.eu/document/download/64002c8c-5961-4ef2-a576-80ad135fbdde_en?filename=New_Quarterly_Report_on_European_Gas_Markets_Q3_2023.pdf)
- Données sur les points chauds d'anomalie de la production agricole (ASAP). (Mars 2024)  
<https://mars.jrc.ec.europa.eu/asap/country.php?cntry=4>

## Secrétariat général du gouvernement

- Loi de finances 2024. Du 31 décembre 2023.  
<https://www.joradp.dz/FTP/JO-FRANCAIS/2023/F2023086.pdf>
- Décret exécutif fixant la consistance du foncier économique. Du 28 décembre 2023.  
<https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2023/F2023085.pdf>
- Loi de l'investissement. Du 24 juin 2022.  
<https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2022/F2022050.pdf>

## Office national des statistiques

- L'indice des prix à la consommation, février 2024.  
[https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPC\\_fevrier2024.pdf](https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPC_fevrier2024.pdf)
- L'indice des prix à la consommation, janvier 2024.  
[https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPC\\_Janvier2024.pdf](https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPC_Janvier2024.pdf)
- Prix à la production industrielle. 4<sup>st</sup> trimestre 2023.  
<https://www.ons.dz/IMG/pdf/IPPI4T2023.pdf>
- Indices de valeur unitaire du commerce extérieur de marchandises. 4<sup>er</sup> trimestre 2023.  
<https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU2023.pdf>
- Comptes nationaux trimestriels. 4<sup>st</sup> trimestre 2023  
<https://www.ons.dz/IMG/pdf/CNT4T2023.pdf>
- Comptes nationaux économiques 2001-2022 base 2001.  
[https://www.ons.dz/IMG/pdf/Comptes\\_economiques2001\\_2022.pdf](https://www.ons.dz/IMG/pdf/Comptes_economiques2001_2022.pdf)



## Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)

- Rapport mensuel de l'OPEP sur le marché du pétrole. (Avril 2024)  
[https://momr.opec.org/pdf-download/res/pdf\\_delivery\\_momr.php](https://momr.opec.org/pdf-download/res/pdf_delivery_momr.php)

## Autre

- Algérie Eco, "Blé : la Russie a exporté 1,6 million de tonnes vers l'Algérie entre juillet 2023 et janvier 2024", 02/21/2024.  
<https://www.algerie-eco.com/2024/02/21/ble-la-russie-a-exporte-16-million-detonne-vers-lalgerie-entre-juillet-2023-et-janvier-2024/>.







**LA BANQUE MONDIALE**

1818 H Street, NW  
Washington, DC 20433